



RAPPORT D'ACTIVITÉ 2025

TABLE DES MATIÈRES

EDITO	04
NOTRE ONG	06
TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025	08
CHIFFRES CLÉS	10
SENSIBILISATION	12
NOS ALLIANCES	14
UN APERÇU DE NOS CAMPAGNES	16
1 - Mettre fin aux services financiers favorisant l'expansion des énergies fossiles	17 35 47
2 - Mobiliser la finance pour accélérer la décarbonation de notre économie	
3 - Transformer les pratiques du secteur financier	
ORGANISATION & DÉVELOPPEMENT	68
RAPPORT FINANCIER	70
REMERCIEMENTS À NOS DONATEURS ET DONATRICES	74

En repensant à 2025, on pourrait croire que la finance durable est en recul. Les réglementations environnementales ont été affaiblies, des engagements climatiques jugés autrefois irréversibles sont aujourd'hui remis en cause et l'opposition aux politiques ESG s'est faite plus forte et plus organisée. À première vue, le récit est celui d'un recul généralisé.

Pourtant, cette histoire est plus complexe. Ce qui est souvent présenté comme un recul global est, à bien des égards, une réaction face à des avancées qui commençaient à ébranler le statu quo. Il existe généralement une résistance dès lors que des politiques, des réglementations et des campagnes commencent à redistribuer le pouvoir et à affecter des intérêts établis. Nombre des initiatives aujourd'hui attaquées (plans de transition, restrictions sur le financement des énergies fossiles, renforcement des règles de transparence) cherchaient précisément à dépasser les simples engagements volontaires et les gestes symboliques. Il n'est donc pas surprenant qu'elles se heurtent à des résistances.

Fait important, une grande partie de la contestation actuelle ne vise pas les changements déjà ancrés dans les marchés financiers, mais la prochaine vague de transformation. Dans bien des cas, il s'agit davantage d'une tentative de bloquer les progrès futurs que de défaire les acquis passés.

Au-delà des grands titres, 2025 a également révélé une réalité plus nuancée. La Banque centrale européenne a intégré les considérations climatiques dans son cadre de garanties. La Commission européenne a proposé d'exclure les développeurs d'énergies fossiles de certains fonds d'investissement durables. Les assureurs ont renforcé leurs restrictions sur l'expansion pétrolière et gazière, y compris les projets de gaz naturel liquéfié. Les investisseurs institutionnels, malgré les pressions, ont continué à faire preuve de résilience. Ces avancées ne doivent pas être surestimées, mais elles ne doivent pas non plus être négligées.

LUCIE PINSON

Fondatrice & Directrice Exécutive

Les progrès réalisés au cours de la dernière décennie n'ont jamais été acquis d'avance. Ils sont le fruit de la mobilisation, d'une pression stratégique, du débat public, et d'un engagement constant d'acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur du secteur financier. La contestation actuelle n'est pas la preuve que le changement est impossible, elle témoigne au contraire du fait que les efforts pour transformer la finance commencent à véritablement remettre en cause des intérêts bien établis.

Si le contexte politique évolue, notre responsabilité n'est pas de le déplorer, mais de nous y adapter. Pour Reclaim Finance, 2025 aura été une année de réflexion. Nous avons évalué nos réussites et nos limites, et tiré des enseignements d'un environnement en évolution rapide. Cela nous a conduits à revisiter notre approche, afin qu'elle fasse écho aux préoccupations qui façonnent le débat public, en particulier le rôle de la finance dans l'aggravation non seulement de la crise climatique, mais aussi des inégalités économiques et sociales.

Cela signifie également repenser nos méthodes. Le paysage de 2026 n'est plus celui dans lequel nos victoires passées ont été remportées. Les succès futurs pourront prendre de nouvelles formes, exigeant créativité, capacité d'adaptation et volonté de réévaluer nos stratégies.

Notre conviction, cependant, demeure inchangée : la finance joue un rôle déterminant dans l'avenir de nos économies et de nos sociétés. Faire en sorte qu'elle soutienne les objectifs climatiques, plutôt que de les compromettre, est l'un des grands défis de notre époque.

L'objectif pour 2026 n'est pas seulement de défendre les acquis passés, mais de construire les conditions du prochain cycle de changement.






Reclaim Finance est une organisation non-gouvernementale de recherche et de campagne.

Fondée en mars 2020 par Lucie Pinson, lauréate du Prix Goldman pour l'environnement, Reclaim Finance a pour objectif de mettre la finance au service des droits et du vivant.

NOTRE VISION

Reclaim Finance aspire à un secteur financier qui soutient la transition vers des sociétés soutenables, préservant les écosystèmes et répondant aux besoins fondamentaux des populations.

NOTRE MISSION

La finance est un levier essentiel dans la lutte contre le changement climatique et pour la transformation de nos économies. Les décisions prises aujourd'hui par les banques, les assureurs et les investisseurs façonnent le monde de demain. Pourtant, la finance traditionnelle demeure aujourd'hui en décalage avec les objectifs de justice sociale et climatique.

Dans ce contexte, nous poursuivons trois objectifs :

- Mettre fin aux services financiers dirigés vers des secteurs fondamentalement incompatibles avec l'objectif de limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C ;
- Mobiliser la finance pour accélérer la décarbonation des secteurs essentiels à la transition ;
- Transformer en profondeur le fonctionnement du secteur financier afin qu'il soit à la hauteur des impératifs sociaux et environnementaux.

NOTRE MÉTHODE

Pour atteindre ces objectifs, nous agissons sur trois axes :

RECHERCHE - Nous menons des recherches sur les pratiques des institutions financières, leur rôle dans la transition écologique et les mesures nécessaires pour répondre à l'urgence climatique.

ENGAGEMENT - Nous rencontrons des décideurs financiers et politiques pour présenter nos recommandations et accompagnons ceux qui souhaitent transformer leurs pratiques.

CAMPAGNE - Nous dénonçons publiquement les institutions financières qui contribuent au dérèglement climatique, violent les droits humains ou participent à la destruction de l'environnement.

TEMPS FORTS DE L'ANNÉE 2025

JAN

JANVIER

L'Autorité bancaire européenne (ABE) a publié des orientations sur la gestion des risques ESG s'appuyant sur plusieurs axes de travail portés par Reclaim Finance. Ces orientations recommandent notamment de prendre en compte l'impact climatique des pratiques de financement des banques, une plus grande transparence sur le financement des énergies fossiles, ainsi que l'utilisation de nouveaux indicateurs tels que le ratio de financement de l'approvisionnement énergétique, autant de mesures que nous défendons.

FEV

FEVRIER

Notre campagne de longue haleine visant à isoler le projet gaz naturel liquéfié (GNL) de TotalEnergies en Papouasie Nouvelle-Guinée a porté ses fruits, avec l'engagement de quatre nouvelles institutions financières à ne pas le financer. Cela signifie qu'aucune institution française, italienne, australienne ou papouasienne-néo-guinéenne ne financera le projet.

MAR

MARS

Après avoir révélé des pratiques de greenwashing trompeuses dans notre rapport sur les fonds d'épargne salariale, Société Générale, Amundi EE et Crédit Agricole ES ont retiré de leurs sites internet les mentions problématiques que nous avions signalées.

AVR

AVRIL

Notre rapport sur la Caisse des Dépôts et Consignations a suscité une importante couverture médiatique et eu un impact politique immédiat, le futur directeur général ayant été interrogé sur nos conclusions lors de son audition devant la Commission des finances de l'Assemblée nationale.

MAI

MAI

Notre campagne ciblant les assureurs-vie français a porté ses fruits avec l'adoption par BNP Paribas Cardif d'une politique d'exclusion pétrole et gaz, isolant un peu plus AXA et Crédit Agricole Assurances, les deux derniers assureurs-vie français à ne pas avoir agi sur les énergies fossiles. Plus tard dans l'année, BPCE Assurances s'est engagé à ne pas investir dans les obligations et actions des entreprises développant de nouveaux projets de pétrole et gaz upstream et est devenu le premier assureur-vie à étendre sa politique fossile à son offre en unités de compte.

JUI

JUIN

Suite à notre action en faveur d'une plus grande transparence dans le secteur des retraites, les organismes de retraite français ont publié la liste complète de leurs sociétés de gestion externes.

JUI

JUILLET

La Science Based Targets initiative (SBTi) a exclu tout soutien aux entreprises développant de nouveaux projets de charbon, pétrole et gaz, y compris les infrastructures de GNL, dans le cadre de la méthodologie FINZ, le nouveau standard net zéro pour les institutions financières, à la suite de la contribution soutenue de Reclaim Finance au sein des groupes de travail.

AOU

AOÛT

Notre campagne sur les banques centrales a permis une victoire majeure lorsque la BCE a annoncé des mesures pour intégrer les considérations climatiques à son cadre de garanties, pénalisant les entreprises à forte intensité carbone qui dépendent des liquidités des banques centrales. C'est le résultat de plusieurs années de plaidoyer soutenu.

SEP

SEPTEMBRE

Le rapport Banking on Business as Usual, initié par Reclaim Finance et copublié avec sept partenaires internationaux, a révélé que les 65 plus grandes banques mondiales ont accordé plus du double de financements aux énergies fossiles qu'aux énergies soutenables entre 2021 et 2024, un ratio très éloigné de l'objectif de 6:1 d'ici 2030 de l'Agence internationale de l'énergie (AIE).

OCT

OCTOBRE

Notre rapport révélant les stratégies climatiques incohérentes des sociétés de leasing automobile, combiné à un plaidoyer soutenu, a porté ses fruits lorsque Crédit Agricole a pris de nouveaux engagements pour l'électrification de ses activités de financement automobile.

NOV

NOVEMBRE

La Commission européenne a annoncé qu'elle révisera sa proposition de réforme de la SFDR pour y intégrer une exclusion des développeurs d'énergies fossiles dans deux des trois catégories de fonds ESG, à la suite d'un important travail de plaidoyer mené par Reclaim Finance et de la mobilisation collective d'un large éventail de parties prenantes. C'est la première fois que l'expansion des énergies fossiles est mentionnée dans une proposition réglementaire de l'UE.

DEC

DECEMBRE

Nos années de campagne aux côtés de partenaires locaux et d'organisations de la société civile en Europe et au Mozambique ont abouti à une victoire historique lorsque les agences de crédit à l'exportation britannique (UKEF) et néerlandaise (Atradius DSB) se sont retirées du projet Mozambique LNG de TotalEnergies.

UNE ORGANISATION DYNAMIQUE ET DIVERSIFIÉE



Nombre de salarié·e·s

48 employé·e·s (+18 %) dans
quatre pays (décembre 2025)



**Ratio entre le salaire le plus
bas et le salaire le plus élevé**
2.05



Égalité femmes-hommes

56% de femmes | 44% d'hommes



Budget

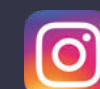
4,45 millions d'euros (-10 %)

TOUCHER UNE AUDIENCE GRANDISSANTE

Notre forte croissance sur les réseaux sociaux cette année s'est appuyée sur une stratégie à trois volets qui a considérablement renforcé notre visibilité. Premièrement, la collaboration avec des partenaires sur des campagnes conjointes. Deuxièmement, le recours à des stratégies payantes telles que les partenariats avec des influenceurs et les publicités LinkedIn, à l'origine de la moitié de nos impressions. Enfin, les comptes personnels des membres de l'équipe ont généré près d'un million d'impressions, démontrant la force des voix de nos experts.



23,292
abonné·e·s
(+23%)



13,178
abonné·e·s
(+41%)



2,143
(X3)



431,000 pages vues
sur l'ensemble de
nos sites internet
(+0.2%)

ILS PARLENT DE NOUS

2025 a été une nouvelle année riche en événements, dans un contexte politique difficile et complexe pour le secteur associatif. Nous avons néanmoins réussi à nous faire une place en introduisant de nouveaux sujets et de nouvelles analyses ancrées dans des thématiques d'intérêt public plus large, comme celles sur la Caisse des Dépôts et sur le Banking on Business as Usual, tout en continuant de mettre en lumière l'impact des acteurs financiers sur le climat.

13 817 mentions médiatiques (+17 %), dont 478 (+15 %) dans les médias francophones.

The
Guardian

FT



REUTERS

Le Monde

SENSIBILISATION LORS D'ÉVÉNEMENTS

CONFÉRENCES & INTERVENTIONS

Lucie Pinson, notre directrice générale, ainsi que l'équipe de Reclaim Finance ont participé à environ 70 événements en 2025, allant de conférences dans des universités et des écoles de commerce à des conférences d'entreprise, des ateliers militants, ainsi que de grands rassemblements nationaux et internationaux.

Ces interventions ont touché environ **5 600 personnes**.



Antoine Bouhey, coordinateur de la campagne TotalEnergies, présentant Reclaim Finance lors du Climate Reality Project (700 participant·e·s) en mai 2025 à Paris.



Clara Williams, analyste financière, aux 3èmes rencontres de la finance verte en novembre 2025 à Marseille.

PLAIDOYER COL-LABORATIF POUR UN IMPACT RENFORCÉ

Nous créons des alliances inattendues avec une grande diversité d'institutions et d'individus pour amplifier notre influence, montrer notre dynamisme et faire avancer nos campagnes. Notre objectif est de renforcer notre voix collective et de mettre en commun nos compétences, afin que nos efforts conjugués produisent des changements concrets. En collaborant étroitement avec nos partenaires, nous faisons progresser notre mission commune en combinant des perspectives variées, en échangeant des analyses essentielles, en mobilisant des forces complémentaires, pour accélérer les progrès.

GROUPES D'EXPERTS CONSULTATIFS



RÉSEAUX ET COALITIONS D'ONG



AFFILIATION



ALLIANCES STRATÉGIQUES ET MOBILISATION

Nous pouvons également forger des alliances ciblées lorsque cela est nécessaire pour faire avancer nos campagnes. Par exemple, dans le cadre de notre campagne sur l'épargne salariale, nous avons construit une coalition avec des syndicats, des ONG et des réseaux nationaux de dirigeants et d'employés engagés dans la transition écologique.

FORMER LES FUTURS LEADERS

Par ailleurs, nous intervenons chaque année lors de conférences et ateliers dans des grandes écoles et universités pour sensibiliser les étudiant·e·s à notre mission. En 2024, nous avons échangé avec des étudiant·e·s d'institutions prestigieuses telles que CentraleSupélec, l'École Polytechnique, Sciences Po Bordeaux et HEC Paris. Ces interventions permettent de stimuler le dialogue et d'inspirer l'action parmi la prochaine génération de dirigeants et dirigeantes.

NOS RÉSEAUX ET NOS ALLIANCES

01

UN APERÇU DE
NOS PRINCIPALES
CAMPAGNES

**METTRE FIN AUX
SERVICES FINANCIERS
FAVORISANT
L'EXPANSION DES
ÉNERGIES FOSSILES**

Les énergies fossiles sont au cœur des crises écologique et sociale. Elles contribuent à l'aggravation des inégalités, portent atteinte à la biodiversité et à la santé publique et sont le moteur du changement climatique — le charbon, le pétrole et le gaz représentant à eux seuls près de 75 % des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Pourtant, alors que l'atteinte des objectifs de l'Accord de Paris et le maintien du réchauffement planétaire aussi proche que possible de 1,5°C par rapport aux niveaux préindustriels exigent une réduction drastique de l'usage des énergies fossiles, leur expansion se poursuit. Ce développement ne serait pas possible sans les institutions financières dont les financements, la couverture assurantielle, les investissements et autres services financiers permettent l'expansion de nouveaux projets de charbon, de pétrole et de gaz.

STOPPER L'EXPANSION GAZIÈRE DANS UN CONTEXTE DIFFICILE

Le retour de Donald Trump à la présidence états-unienne a rebattu les cartes du paysage politique et

énergétique pour le plaidoyer climatique et la finance fossile, avec des répercussions bien au-delà des États-Unis, y compris en Europe. Ce basculement a intensifié les défis pour la société civile, avec des approbations et des financements de projets accélérés, tandis que les menaces juridiques telles que les poursuites-bâillons (SLAPP — Strategic Lawsuits Against Public Participation), conçues pour faire taire les critiques par le biais de procédures judiciaires coûteuses, comme l'illustre l'affaire contre Greenpeace USA, se multiplient. Parallèlement, les États-Unis utilisent de plus en plus les hydrocarbures comme un levier de domination géopolitique, y compris dans leurs relations avec l'Union européenne, minant davantage la dynamique climatique mondiale.

Malgré ces obstacles, Reclaim Finance reste déterminée à tenir les institutions financières responsables de l'expansion des énergies fossiles. Outre le maintien de la pression sur nos cibles habituelles, nous avons porté une attention particulière à une nouvelle cible : Lloyd's of London. Après avoir lancé une campagne en 2024, nous



avons intensifié la pression sur le plus grand assureur d'énergies fossiles au monde en accueillant son nouveau directeur général, Patrick Tiernan, avec une lettre ouverte exigeant un véritable leadership climatique. Notre dernier rapport a également appelé Lloyd's et ses managing agents à aligner de toute urgence leurs activités sur la trajectoire « Net Zero by 2050 » de l'AIE et sur le standard net zéro de la SBTi, en insistant pour des changements de politique concrets.

UN ACCENT RENFORCÉ SUR LE GAZ NATUREL LIQUÉFIÉ (GNL)

Nous nous sommes particulièrement concentrés sur le GNL. Alors que le gaz représente environ un quart de la consommation énergé-

tique mondiale, la croissance rapide des infrastructures de GNL, conjuguée à une dépendance persistante à la production d'électricité au gaz, enferme des régions entières dans une dépendance fossile de long terme et freine la transition vers des énergies soutenables.

La déréglementation menée par l'administration Trump et ses politiques pro-fossiles ont encore accéléré l'expansion du GNL, six projets américains ayant reçu leur décision finale d'investissement en 2025, représentant une part significative de la croissance attendue des exportations mondiales.

La demande de gaz est toutefois de plus en plus incertaine. Si la consommation européenne diminue grâce aux gains d'efficacité énergétique et à l'essor des renouvelables, l'Asie du

L'OFFRE MONDIALE DE GNL DEVRAIT CROÎTRE DE PRÈS DE 50 %, TANDIS QUE LA CAPACITÉ MONDIALE DE TRANSPORT MÉTHANIER DEVRAIT PROGRESSER D'ENVIRON 40 %¹.

1. [Site ExitLNG](#)

DEPUIS 2021, LES 65 PLUS GRANDES BANQUES ONT INJECTÉ PLUS DE 174 MILLIARDS DE DOLLARS AMÉRICAINS DANS L'EXPANSION DU GNL, ET 28 INSTITUTIONS FINANCIÈRES ONT ACCRU LEUR SOUTIEN ENTRE 2023 ET 2024².

Sud-Est devrait absorber l'essentiel de la nouvelle offre. Or, le coût élevé du GNL et la rigidité des contrats de long terme réduisent sa compétitivité face aux alternatives soutenables et accroissent le risque de surcapacité. Des dirigeants du secteur et des chercheurs alertent désormais sur un risque d'actifs échoués et de pertes financières importantes, à mesure que les risques de surproduction s'accroissent dans un contexte de priorités énergétiques changeantes.

Alors que les entreprises gazières présentent le gaz et le GNL comme des énergies de transition « fiables », « abordables », voire « propres », nous nous sommes attachés à remettre en question chacune de ces affirmations, tout en mettant en lumière le rôle des institutions financières dans l'expansion du GNL.

2. [Site ExitLNG](#)

En avril, nous avons organisé un webinaire sur les impacts climatiques et communautaires du GNL, réunissant 52 participants issus de banques, d'assureurs et de sociétés d'investissement, et avons formulé des recommandations à destination des acteurs financiers.

Tout au long de l'année, nous avons mis en évidence la responsabilité des institutions financières, notamment en analysant la politique contradictoire d'ING en matière de GNL, ainsi qu'en explorant les impacts environnementaux du GNL sur les océans, en insistant particulièrement sur la responsabilité des banques dans cette destruction marine.

Fait marquant, en décembre, nous avons lancé le site Exit LNG, développé en collaboration avec plus

SUIVI DE L'ADOPTION DES POLITIQUES SECTORIELLES

Reclaim Finance est la seule ONG qui suit les politiques sectorielles des acteurs financiers dans les secteurs du charbon, du pétrole et du gaz, ainsi que dans la production d'électricité. Grâce à nos trackers, plus de 300 des plus grandes banques, compagnies d'assurance et investisseurs font l'objet d'une analyse rigoureuse basée sur des critères scientifiques et des cadres d'évaluation adaptés aux spécificités de chaque modèle économique.

Ce travail est essentiel pour identifier et exposer les tendances émergentes et les limites des politiques adoptées par les institutions financières. Soutenus par des dizaines d'ONG internationales, ces trackers servent également de références incontournables pour de nombreux partenaires, médias et institutions financières. Nous accompagnons nos analyses de travaux de recherche complémentaires et de formations dans le but de soutenir et de renforcer le mouvement climat, et d'ainsi permettre à un nombre croissant d'acteurs de s'exprimer et d'influencer les débats sur l'impact de la finance sur le climat.

de 10 partenaires internationaux. Cette plateforme vise à sensibiliser davantage aux enjeux liés à l'expansion du GNL et fait office de boîte à outils pour la campagne, avec notamment :

- Une carte interactive de l'expansion des terminaux GNL et de la croissance de la flotte de méthaniers ;
- Des données sur les principaux développeurs de projets GNL ;
- Des études de cas sur les impacts de cette expansion ;
- Des données financières sur le soutien apporté au GNL par les 65 plus grandes banques et compagnies d'assurance au monde.

Le site sera régulièrement mis à jour et promu, consolidant ainsi son rôle de ressource clé pour notre campagne.

Nous avons également renforcé notre plaidoyer auprès des grandes institutions financières européennes. Des représentants d'une banque clé se sont rendus à Paris pour rencontrer notre chargé de campagne afin d'engager des négociations sur les politiques relatives au GNL, un signal fort de la crédibilité de notre travail. Nous avons par ailleurs tenu des réunions de plaidoyer déterminantes avec plusieurs grandes banques et compagnies d'assurance, notamment Abeille Assurances, SCOR, Crédit Agricole, BNP Paribas, Standard Chartered, ING, Deutsche Bank, Lloyds, Société Générale, Barclays et BPCE. Ces échanges ont renforcé notre influence et posé les bases de futures évolutions des politiques sur les énergies fossiles.

LES BANQUES AMÉRICAINES SONT LES PREMIERS FINANCEURS DES ÉNERGIES FOSSILES (33 %). LES BANQUES EUROPÉENNES REPRÉSENTENT 23 % DU FINANCEMENT DU SECTEUR, DONT 6 % POUR LES BANQUES FRANÇAISES³.

3. *Banking on Climate Chaos 2025*, avril 2025

METTRE EN LUMIÈRE LA RESPONSABILITÉ DES INSTITUTIONS FINANCIÈRES ET DÉCONSTRUIRE LES FAUX ARGUMENTS

Notre travail sur le GNL s'inscrit dans une campagne plus large contre les énergies fossiles. Comme chaque année, nous avons contribué au rapport *Banking on Climate Chaos* (BOCC), qui dévoile les financements des 65 plus grandes banques mondiales aux énergies fossiles. Ce rapport a été publié en collaboration avec Rainforest Action Network (RAN), BankTrack, Indigenous Environmental Network, Oil Change International, Sierra Club, Urgewald et le Center for Energy, Ecology, and Development (CEED).

Nous avons également développé de nouveaux outils pour toucher de nouveaux publics et sensibiliser au rôle des banques dans l'expansion des énergies fossiles. Nous nous sommes notamment associés à Data for Good, Lingo et Éclaircies pour actualiser le site *CarbonBombs*, qui propose des données et des visualisations transparentes sur les plus grands projets d'extraction d'énergies fossiles au monde (dits « bombes carbones »), les entreprises qui les développent et les banques qui les soutiennent.

Nous avons également œuvré à déconstruire les arguments utilisés par les institutions financières pour justifier la poursuite de leurs financements des développeurs d'énergies fossiles, le plus répandu étant la prétendue nécessité de soutenir ces entreprises pour accompagner la transition énergétique.

POUR CHAQUE DOLLAR INVESTI PAR TOTAL ENERGIES DANS SON ACTIVITÉ INTEGRATED POWER (QUI COMPREND LES ÉNERGIES RENOUVELABLES ET LE GAZ DESTINÉ À LA PRODUCTION D'ÉLECTRICITÉ) L'ENTREPRISE A INVESTI 3,6 DOLLARS DANS LE PÉTROLE ET LE GAZ EN 2024⁴.

Notre analyse des stratégies climat des plus grandes entreprises pétro-gazières au monde démontre depuis 2023 que cette prétendue transition n'est qu'un mythe. Ces entreprises continuent d'investir massivement dans le pétrole et le gaz. En 2025, nous avons actualisé cette analyse en amont des assemblées générales annuelles des entreprises. Nous avons publié notre évaluation dans un nouveau format, accompagnée d'une étude sur le récent recul des entreprises européennes sur leurs engagements climatiques, portant sur leurs plans d'investissement, leur production future, leurs capacités à horizon 2030 et leurs objectifs d'atténuation.

TOTAL ENERGIES EN 2025 : UNE ANNÉE DE VÉRITÉ POUR L'EXPANSION DES ÉNERGIES FOSSILES

La major pétrolière et gazière française TotalEnergies occupe une place importante dans les portefeuilles de nombreuses institutions financières, ce qui freine fréquemment l'adoption de politiques sectorielles pétrole et gaz ambitieuses. En 2025, la course effrénée de TotalEnergies à l'expansion fossile a profité du climat politique changeant pour revoir à la baisse ses objectifs d'investissement bas-carbone, les faisant passer de 5 mil-

4. Rapport sur l'évaluation de la stratégie climat de TotalEnergies, avril 2025.

LA FOSSIL FREE FINANCE CAMPAIGN (FFFC)

La Fossil Free Finance Campaign (FFFC) est un réseau d'ONG créé en 2019 pour faciliter la mise en commun des connaissances, la coordination et la collaboration entre les organisations engagées à mettre fin au soutien du secteur financier à l'industrie des énergies fossiles. Le réseau promeut également comme stratégie essentielle pour maintenir le réchauffement planétaire en deçà du seuil de 1,5°C une transition vers des systèmes énergétiques soutenable qui placent les populations au centre. La FFFC favorise des discussions stratégiques visant à aligner les efforts de campagne entre finance publique et privée, secteurs des énergies fossiles (charbon, pétrole et gaz), et campagnes nationales, régionales et mondiales.

Le réseau abrite quatre campagnes communes :

1. Say NO to Gas! in Mozambique, menée par JA! Mozambique, centrée sur la région de Cabo Delgado, dans le nord du Mozambique.
2. Protect the Verde Island Passage, menée par CEED Philippines, vise à mettre fin au financement de projets gaziers dans cette zone également surnommée « l'Amazonie des océans ».
3. Defund TotalEnergies, menée par Reclaim Finance, appelle les acteurs financiers à ne plus être complices des activités de la major française.
4. Rio Grande LNG & Texas LNG, menée par RAN (Rainforest Action Network), axée sur l'arrêt du financement de ces deux projets et sur la fin de l'expansion du GNL dans la région.

En 2026, le réseau s'est fixé trois priorités stratégiques pour accroître son impact :

1. Un réseau plus fort, une stratégie plus affûtée
Une réunion du Comité de pilotage s'est tenue à Paris pour renforcer la cohésion de la FFFC, poser les bases des actions de 2026 et obtenir des engagements de la part des membres. Un nouveau groupe de travail dédié à la levée de fonds a été mis en place, notre première proposition de financement commune étant sur le point d'être finalisée afin de garantir des ressources durables pour notre combat collectif.
2. Des avancées décisives sur les campagnes clés - Protect VIP Europe : notre tournée d'avril/mai a élargi la portée de la campagne, en forgeant des alliances puissantes avec des responsables religieux (Conseil œcuménique des Églises, Franciscans International, Laudato Si'). En France, nous avons lancé le mouvement pour la future campagne sur le Triangle de Corail, qui cible les banques soutenant l'expansion gazière en Asie.
- Say NO to Gas! in Mozambique : Atradius et UKEF se sont retirés du financement de Mozambique LNG. Cette victoire majeure démontre l'efficacité de notre stratégie. En 2026, nous capitaliserons sur cette victoire pour intensifier la pression autour des atteintes aux droits humains et renforcer le plaidoyer en faveur de l'arrêt du projet.
3. Ancrer la finance au cœur du plaidoyer climatique
Nous avons doté les militants religieux et les militants de terrain d'outils pour leur permettre d'intégrer la dimension financière dans leurs campagnes climatiques, transformant l'initiative Protect VIP/Coral Triangle en un modèle de changement systémique. En établissant le lien entre argent et préjudice climatique, nous faisons en sorte que la finance devienne un terrain de lutte central dans le combat plus large pour la justice.



liards à seulement 2-3 milliards de dollars par an, l'attention portée sur elle n'a fait qu'augmenter. Malgré ce contexte, nous avons utilisé tous les moyens à notre disposition pour contrer cette politique. Nos travaux de recherche, notre plaidoyer et notre travail de coalition ont joué un rôle déterminant pour mettre en évidence l'écart entre le discours de TotalEnergies et sa stratégie d'expansion fossile, aboutissant à une condamnation de l'entreprise pour greenwashing par la justice française. Cette décision historique a illustré les risques juridiques inhérents à sa stratégie.

Nos campagnes ciblant les projets les plus controversés de TotalEnergies ont contribué à des revers concrets pour leur développement. En mobilisant les investisseurs, en engageant le dialogue avec les banques et en rendant publics les risques sociaux, environnementaux et climatiques de ces projets, nous avons contribué à créer un contexte dans lequel les financeurs ne pouvaient plus ignorer les dangers réputationnels et matériels liés au soutien de l'expansion fossile.

- Le projet Papua LNG, cible privilégiée de notre plaidoyer, a vu quatre nouvelles institutions financières, dont la Banque asiatique de développement, écarté tout financement en 2025. Au total, 15 banques ont refusé de soutenir le projet. Notre travail de campagne et de plaidoyer a ainsi contribué à

retarder le développement de Papua LNG de plusieurs années.

- Notre collaboration avec des partenaires locaux et internationaux a également permis de maintenir la pression sur le projet Mozambique LNG, où nos actions, aux côtés de celles d'alliés comme Justiça Ambiental!, ont contribué au retrait historique des agences de crédit à l'exportation britannique et néerlandaise, obligeant TotalEnergies à s'appuyer sur des fonds propres et des prêts mineurs.
- De même, notre opposition constante au projet EACOP de TotalEnergies a contribué à ce que celui-ci ne parvienne pas à obtenir un financement complet.

L'engagement auprès des investisseurs a constitué un autre front essentiel pour Reclaim Finance. Nos demandes directes, nos campagnes publiques et notre plaidoyer actionnarial ont poussé des acteurs financiers clés à réévaluer leurs liens avec TotalEnergies. En mettant en avant les risques climatiques et ceux en matière de droits humains liés à l'entreprise, nous avons contribué à ce que Nordea AM, Munich Re et Union Investment décident de désinvestir ou d'exclure TotalEnergies de leurs portefeuilles. Des assureurs français, dont la MAIF et BNP Paribas Cardif, ont emboîté le pas en mettant fin à tout nouvel investissement dans les développeurs

pétroliers et gaziers upstream, une avancée qui démontre la reconnaissance croissante par les acteurs financiers des risques liés aux énergies fossiles que nous avons contribué à mettre en lumière.

MENER DES CAMPAGNES CIBLÉES : AVANÇÉES DE NOTRE CAMPAGNE SUR L'ASSURANCE-VIE

Outre la publication de rapports et d'analyses approfondis, nous avons mené des campagnes ciblées pour tenir les institutions financières responsables de leur rôle dans le financement de l'industrie des énergies fossiles. L'un des succès marquant de 2025 a été notre campagne sur l'assurance, centrée sur l'arrêt du soutien des assureurs aux développeurs de projets pétroliers et gaziers, en particulier en France.

La campagne a connu une avancée majeure avec quatre grands assureurs-vie, la MAIF, la Macif, BPCE Assurances et BNP Paribas Cardif, qui ont adopté de nouvelles politiques sectorielles pétrole et gaz en 2025. Ensemble, ces institutions gèrent environ 185 milliards d'euros d'actifs.

- BNP Paribas Cardif et BPCE Assurances se sont engagés à cesser tout nouvel investissement dans les obligations émises par des développeurs pétroliers et gaziers upstream, isolant davantage AXA et Crédit Agricole Assurances, qui n'ont pas exclu de tels

investissements. Par ailleurs, BPCE Assurances est devenu le premier assureur-vie à étendre sa politique fossile à ses offres en unités de compte, établissant ainsi une nouvelle référence pour le secteur.

- La Macif et la MAIF se sont engagées à cesser tout nouvel investissement dans les entreprises développant des terminaux d'exportation de GNL. Elles sont respectivement devenues les troisième et quatrième assureurs-vie français à réduire leur soutien à l'expansion du GNL, reconnaissant que cette expansion néfaste est incompatible avec l'objectif de neutralité carbone à l'horizon 2050.

Depuis le lancement de la campagne sur l'assurance de Reclaim Finance, un total de 12 assureurs-vie français se sont engagés à mettre fin à tout investissement dans de nouvelles obligations émises par des entreprises développant de nouveaux gisements pétroliers et gaziers : Abeille Assurances (Groupe Aéma), BNP Paribas Cardif, CNP Assurances, Groupama Gan Vie (Groupe Groupama), la Macif (Groupe Aéma), MACSF, la MAIF, la Matmut, AG2R La Mondiale, Société Générale Assurances, Suravenir (Crédit Mutuel Arkéa) et BPCE Assurances.



PRINCIPALES PUBLICATIONS

Rapports

Breaking bonds : Les investissements obligataires du Fonds souverain norvégien dans les entreprises du pétrole et du gaz — février 2025

Banking on Climate Chaos 2025 — juin 2025

Protéger les profits, pas le climat : retour sur 10 ans de faux espoirs — octobre 2025 🇫🇷

Déforestation en Amazonie : la complicité des banques françaises — novembre 2025 🇫🇷

Quel futur pour Lloyd's ? — novembre 2025

Webinaires

Expansion du GNL : analyser ses conséquences et développer des politiques efficaces — mars 2025

UNE DÉCENNIE DE PROMESSES NON TENUES : RETOUR SUR L'ACCORD DE PARIS DE LA COP21

Il y a dix ans, le monde s'accordait à Paris pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, un objectif qui impliquait l'arrêt de l'expansion des énergies fossiles et la réorientation de milliers de milliards de dollars vers les énergies soutenables. Pourtant, aujourd'hui, la réalité est implacable : 1 570 nouveaux projets pétroliers et gaziers ont été approuvés depuis 2015, chacun aggravant un peu plus la crise climatique. Derrière cet échec ? Le secteur financier. Sans prêts bancaires, couvertures d'assurance et investissements, ces projets ne pourraient exister. Pourtant, au lieu d'impulser le changement, les banques et les investisseurs continuent d'injecter des sommes considérables dans les énergies fossiles, tandis que leurs engagements prétendument « verts » restent criblés de failles.

À l'occasion du dixième anniversaire de l'Accord de Paris, nous avons publié un [rapport de recherche](#) qui met en évidence cette hypocrisie. Nous avons montré que des banques françaises comme BNP Paribas et Crédit Agricole figurent toujours parmi les plus grands financeurs des énergies fossiles en Europe, et que d'autres, comme Société Générale et BPCE, ont considérablement accru leur soutien à l'expansion pétrolière et gazière en l'espace d'une seule année. Pire encore, aucune grande banque n'a exclu le financement du gaz naturel liquéfié, l'un des combustibles les plus destructeurs pour le climat. Dans le même temps, leurs investissements dans des énergies véritablement soutenables demeurent dérisoires, preuve que les engagements volontaires ne suffisent pas.

Par ailleurs, aux côtés de la croissance spectaculaire des produits dits « verts », « durables », « responsables » ou « ESG », qu'il s'agisse de fonds d'investissement, d'obligations labellisées ou de produits d'épargne, une idée séduisante s'est répandue : l'analyse extra-financière et la création de produits identifiables suffiraient à orienter le marché. Or, dix ans plus tard, les résultats sont amers. La promesse d'une « finance verte » redirigeant les flux financiers vers des activités durables ne s'est pas concrétisée. L'essor de la finance verte n'a pas transformé la finance tra-

ditionnelle ; il n'a fait qu'y ajouter une couche de greenwashing, bien souvent trompeuse. Les produits commercialisés comme « durables » ne représentent qu'une infime fraction des actifs mondiaux, et leur croissance, principalement européenne, n'a en rien réduit le volume d'actifs qui ne se revendiquent pas d'une démarche de durabilité.

Dix ans après, cette approche fondée sur le risque est toujours prédominante dans le secteur financier, bien qu'elle n'ait pas montré la moindre efficacité. Malgré l'explosion des pertes liées au climat (3 085 milliards de dollars depuis 2017), les énergies fossiles demeurent hautement rentables, comme en témoignent les profits exceptionnels des majors pétrolières et gazières, et les institutions financières continuent de financer leur expansion. Si cette approche n'a pas réussi à faire de la finance un levier de transformation de nos économies pour limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C, ce n'est, en vérité, pas à cause d'une mauvaise mise en œuvre. La raison est structurelle. En se

concentrant uniquement sur la matérialité financière, cette approche ne vise qu'à s'adapter aux risques plutôt qu'à prévenir l'effondrement climatique. Elle ignore l'impact du secteur financier sur le climat et creuse les inégalités. De plus, l'incertitude radicale qui entoure le changement climatique rend impossible toute quantification fiable des risques, soulignant davantage l'inanité de cette stratégie.

Reclaim Finance n'y voit pas un échec, mais un appel à agir. Depuis 10 ans, les banques et les décideurs politiques feignent d'agir tout en alimentant la crise. Mais le changement reste possible et le travail de Reclaim Finance a montré comment y parvenir. Par nos campagnes, la pression juridique et notre travail pour exposer publiquement les mauvaises pratiques, nous avons poussé les institutions financières à rompre leurs liens avec les énergies fossiles et les avons tenues responsables lorsqu'elles ne le faisaient pas. Et nous continuerons à le faire.

LE RÔLE DES BANQUES FRANÇAISES DANS LA DÉFORESTATION EN AMAZONIE LIÉE AU SOJA

Lors de la COP30 en Amazonie, les dirigeants mondiaux discutaient de la sauvegarde de la forêt tropicale pendant que les plus grandes banques françaises finançaient discrètement sa destruction.

[Notre enquête menée en collaboration avec Canopée](#) a révélé que BNP Paribas, Crédit Agricole, Société Générale et BPCE ont injecté 10 milliards de dollars dans Bunge et Cargill, deux géants de l'agro-business qui figurent parmi les acteurs les plus exposés au risque de déforestation lié au soja au Brésil.

Malgré leurs discours de durabilité, ces banques n'ont pas su mettre en application leurs propres politiques. Si Crédit Agricole, BNP Paribas et Société Générale avaient des engagements de lutte contre la déforestation sur le papier, leur mise en œuvre est restée faible, opaque et inefficace. Pire encore, BPCE ne disposait d'aucune politique en la matière.

Le sort de l'Amazonie reste incertain. En 2025, nous avons une nouvelle fois mis en évidence l'écart entre les promesses et les actes.

02

UN APERÇU DE
NOS PRINCIPALES
CAMPAGNES

MOBILISER LA FINANCE
POUR ACCÉLÉRER LA
DÉCARBONATION DE
NOS ÉCONOMIES

Mettre fin aux nouveaux projets de charbon, pétrole et gaz est non négociable, mais ce n'est aussi que la moitié du chemin. Pour limiter le réchauffement au plus près de 1,5 °C et protéger la société des risques liés aux énergies fossiles, nous devons également transformer les secteurs qui perpétuent la dépendance aux énergies fossiles du côté de la demande. Cet enjeu est particulièrement urgent dans le secteur de l'électricité, qui, bien qu'il ne représente que 20 % de la consommation mondiale d'énergie, est responsable de 40 % des émissions de CO₂ liées à cette dernière. Le secteur électrique couvre une part importante de notre consommation d'énergie, et sa décarbonation ouvrira la voie à de nombreux autres secteurs tels que les transports, la sidérurgie, la métallurgie, la chimie, le logement, etc. Décarboner l'électricité constitue donc la clé de voûte du progrès pour le climat.

Pourtant, certains gouvernements et institutions financières s'enfoncent dans de fausses solutions, notamment des sources d'énergie présentées comme « durables » mais dont les limites sont importantes, telles que la biomasse ou

le nucléaire, ainsi que des mécanismes qui prolongent la dépendance aux énergies fossiles plutôt que d'en favoriser la sortie. C'est notamment le cas des crédits carbone, promus dans les économies dépendantes du charbon pour justifier le maintien en activité ou la sortie progressive et « gérée » des centrales à charbon, sans pour autant permettre une réelle sortie des énergies fossiles.

Par ses travaux de recherche et de plaidoyer, Reclaim Finance a mis en évidence les limites de cette approche. En 2025, nous avons publié des analyses et contribué aux discussions dans les forums financiers et politiques, montrant que les nouvelles propositions relatives à ce type de mécanismes risquent de reproduire les échecs des dispositifs de compensation carbone passés, en générant des crédits de faible qualité, en permettant la poursuite de l'usage des énergies fossiles et en retardant de réelles réductions d'émissions. Nous avons également porté activement cette question au sein des cercles d'investisseurs et de financiers, en participant à des panels et en menant un travail de plaidoyer ciblé.

Nos travaux ont constamment souligné que la priorité doit au contraire être d'accélérer le déploiement des énergies soutenables, afin de fragiliser l'économie du charbon et de le rendre de moins en moins viable, plutôt que de prolonger son usage à travers des mécanismes de marché déficients.

LE RÔLE CENTRAL DES BANQUES DANS LE DÉPLOIEMENT D'UNE OFFRE ÉLECTRIQUE SOUTENABLE

Une sortie complète des énergies fossiles exige un changement radical dans notre façon de produire et de consommer l'énergie : il s'agit de remplacer les énergies fossiles, et non de les compléter, par des alternatives soutenables, déployables à grande échelle, rentables et accessibles, tout en adaptant la demande grâce à l'efficacité, à la flexibilité et à un usage plus intelligent de l'énergie. En tant que gardiennes majeures du capital, les banques privées détiennent un pouvoir considérable pour accélérer ou entraver cette transition ; de leurs décisions de restreindre ou d'aug-



“

« LA TRANSITION N'EST PAS ENCORE ASSEZ RAPIDE, NI ASSEZ JUSTE. »
ANTÓNIO GUTERRES, SECRÉTAIRE GÉNÉRAL DES NATIONS UNIES,
22 JUILLET 2025.

”

menter le financement de secteurs spécifiques dépend notre capacité à atteindre, ou non, nos objectifs climatiques.

Or, les données disponibles montrent que le déploiement des énergies soutenables reste trop lent pour s'aligner sur les objectifs climatiques. Face à ce constat, Reclaim Finance a travaillé en 2025 à évaluer la responsabilité des banques dans ce retard et à renforcer les normes utilisées pour mesurer leur contribution à la transition.

Un objectif central de nos travaux a été de recentrer le débat au sein des cercles financiers autour de l'Energy Supply Financing Ratio (ESFR), ou ratio de financement énergétique. Cet indicateur constitue un outil clé pour évaluer la contribution réelle des banques au développement des énergies soutenables au regard de la poursuite de leurs fi-

nancements des énergies fossiles. Tout au long de l'année, nous avons mené des actions de plaidoyer pour promouvoir une adoption plus large de cet indicateur et avons collaboré avec des parties prenantes, dont l'Institut Louis Bachelier, afin d'apporter un appui méthodologique à sa mise en œuvre. Ce travail était essentiel pour garantir que l'ESFR soit utilisé comme un véritable outil stratégique, et non réduit à un exercice de greenwashing.

Ce travail méthodologique nous a également permis de remettre en question des usages trompeurs de ce ratio. Nous avons par exemple souligné comment certaines méthodologies, à l'instar de celle de BNP Paribas, excluent une large part du financement des énergies fossiles en se concentrant uniquement sur les activités upstream, surestimant ainsi le soutien relatif apporté aux énergies soutenables.

Forte de ce travail, Reclaim Finance, aux côtés de sept ONG partenaires, a publié un rapport novateur, accompagné d'une page web dédiée, évaluant les véritables actions des banques plutôt que ce qu'elles déclarent. En analysant les flux de financement des 65 plus grandes banques mondiales, nous avons calculé leur ESFR, tout en examinant de près les méthodologies et hypothèses retenues par les banques ayant adopté cet indicateur.

Nos résultats montrent qu'entre 2021 et 2024, ces banques ont accordé 1 400 milliards de dollars aux énergies soutenables contre 3 300 milliards de dollars aux activités fossiles, soit un ESFR de 0,42:1. Ce chiffre reste très en deçà du ratio de 6:1 projeté comme nécessaire d'ici 2030 dans le scénario « zéro émission nette » de l'AIE pour réussir la transition énergétique. Nous avons également constaté que 93 % des financements des énergies soutenables étaient concentrés dans les pays de l'OCDE et la Chine, délaissant largement les économies du reste du monde malgré des besoins d'investissement considérables.

Ces résultats ont permis de clarifier l'ampleur du défi et d'apporter des orientations concrètes aux institutions financières et aux décideurs politiques concernant les mesures nécessaires à prioriser pour aligner l'allocation des flux financiers avec l'impératif de transformer nos systèmes énergétiques et de limiter le

réchauffement planétaire au plus près possible de 1,5 °C.

Dans les faits, les actions des banques demeurent en contradiction avec ces besoins et bien en deçà de leurs engagements publics. Nombre d'entre elles continuent de privilégier le financement des énergies fossiles au détriment des alternatives soutenables, alors même que les technologies éprouvées, déployables et de plus en plus abordables, offrent une voie claire à suivre. La question n'est plus de savoir si les banques perçoivent cette opportunité, mais pourquoi elles ne s'en saisissent pas.

RENFORCER LA RESPONSABILISATION DANS LA TRANSITION DU SECTEUR ÉLECTRIQUE EUROPÉEN

Financer une offre électrique soutenable est nécessaire, mais cela ne suffira pas à assurer la transformation requise du secteur énergétique si les compagnies d'électricité continuent d'enfermer l'Europe dans un système fossile avec de nouvelles centrales au gaz. Le passage des énergies fossiles aux énergies soutenables constitue la pierre angulaire de la stratégie climat européenne, pourtant de nombreuses compagnies d'électricité du continent demeurent prisonnières du charbon et du gaz, mettant en péril à la fois l'échéance de décarbona-



“

LE SCÉNARIO ZÉRO ÉMISSION NETTE D'ICI 2050 DE L'AGENCE INTERNATIONALE DE L'ÉNERGIE STIPULE QUE LE SECTEUR DE L'ÉLECTRICITÉ DOIT ÊTRE DÉCARBONÉ D'ICI 2035 DANS LES « ÉCONOMIES AVANCÉES » ET D'ICI 2045 DANS LES AUTRES PAYS, AFIN DE LIMITER LE RÉCHAUFFEMENT CLIMATIQUE À 1,5 °C, AVEC UN DÉPASSEMENT NUL OU FAIBLE⁵.

”

tion de 2035 pour le continent et l'objectif mondial de neutralité carbone à horizon 2050. Si les compagnies d'électricité affirment disposer de plans de transition, ceux-ci sont souvent vagues, incohérents et impossibles à vérifier, laissant investisseurs et régulateurs dans l'incapacité de savoir qui est réellement aligné avec une trajectoire permettant de limiter le réchauffement planétaire au plus près possible de 1,5 °C. Ce manque de données solides et comparables laisse le champ libre aux institutions financières pour continuer à soutenir des entreprises qui restent actives dans l'expansion de la production d'électricité à partir de gaz fossile,

tout en prétendant être alignées avec les objectifs climatiques.

Pour combler ce déficit de responsabilisation, Reclaim Finance a lancé le [Power Transition Tracker](#), un outil inédit évaluant les plans de transition des dix plus grandes compagnies d'électricité européennes. En notant leurs engagements (de la sortie du charbon au déploiement des alternatives soutenables) et en mettant en avant leurs pires projets de production d'électricité à partir de gaz fossile, cet outil fournit aux banques, investisseurs et régulateurs les éléments nécessaires pour orienter les flux de financement vers une transition crédible,

5. Net Zero Emissions by 2050 Scenario, International Energy Agency

et rend impossible toute justification du maintien de leur soutien aux entreprises à la traîne.

Notre rapport de 2024, Power Moves and Power Failures, a évalué les principaux producteurs d'électricité en Europe, mettant en avant les compagnies les plus avancées (Statkraft et Iberdrola) et celles à la traîne (comme ENGIE et RWE). Mais nous ne nous sommes pas arrêtés à la recherche : nous avons transformé ces constats en actions, en publiant des articles ciblés en amont de l'assemblée générale d'ENGIE en 2025 afin de faire pression sur les actionnaires, en mobilisant 33 ONG pour appeler les actionnaires d'ENGIE à prendre leurs responsabilités, et en publiant une analyse du plan climat révisé d'ENGIE. Cette dernière a mis en évidence l'absence d'avancées en faveur de la sortie du gaz fossile et indique des recommandations pouvant guider les décisions des acteurs financiers.

Nos travaux sur le secteur électrique nous ont permis d'engager directement le dialogue avec 12 grandes banques (dont Crédit Agricole et BNP Paribas) ainsi qu'avec des régulateurs tels que l'Autorité bancaire européenne et l'AMF (Autorité des marchés financiers), afin de présenter et de défendre nos recommandations pour le secteur électrique, en mettant l'accent sur les engagements en faveur d'une offre électrique soutenable.

ACCÉLÉRER LA TRANSITION DU SECTEUR DE L'ACIER VERS UN ACIER SANS ÉNERGIES FOSSILES

En 2025, Reclaim Finance a intensifié la pression sur les institutions financières afin qu'elles rompent leurs liens avec le charbon métallurgique, le secret bien préservé de l'industrie sidérurgique, et pour pousser vers une transition juste du secteur. Malgré un contexte mondial difficile, marqué par un recul des engagements climatiques, des retards dans les projets d'hydrogène « verts » et une montée du protectionnisme, nous avons réalisé de réelles avancées.

Notre plaidoyer, basé sur des données solides et des collaborations stratégiques, a contraint les banques et les investisseurs à ne plus ignorer leur rôle dans la persistance de la dépendance au charbon. Une avancée majeure a été le lancement de la Metallurgical Coal Exit List (MCEL), développée par Urgewald. Nous avons collaboré avec cette organisation pour promouvoir cet outil auprès des institutions financières, leur donnant les informations nécessaires pour enfin exclure le charbon de leurs portefeuilles. Grâce à des rencontres ciblées, des campagnes publiques et un dialogue avec les investisseurs, nous avons mis en lumière les lacunes des politiques des banques qui financent encore l'expansion

du charbon, tandis que nous avons observé les premiers pas d'institutions comme la MACIF, qui a adopté de nouveaux engagements sur le charbon métallurgique.

Notre approche à plusieurs volets a combiné recherche, plaidoyer et pression publique pour que le sujet reste sous le feu des projecteurs. Nous avons publié des rapports déterminants, dont une analyse approfondie du financement de Glencore par les banques européennes, et avons amplifié notre message à travers des webinaires, des actions médiatiques et un dialogue direct avec plus de 40 banques mondiales. En intégrant le charbon métallurgique dans des outils clés

tels que le rapport Banking on Climate Chaos et le Coal Policy Tracker, nous avons veillé à ce que les institutions financières ne puissent plus ignorer leur complicité. Notre travail a également porté ce sujet sur la scène publique au travers d'interventions en assemblée générale de BNP Paribas et de collaborations avec des journalistes et des coalitions comme la Fair Steel Coalition, attirant l'attention des investisseurs et de l'opinion publique sur les activités d'ArcelorMittal et d'autres géants de l'acier.

Pourtant, le combat est loin d'être terminé. Si la prise de conscience progresse et que certaines banques commencent à agir, la transition



du secteur sidérurgique reste trop lente et le soutien financier au charbon persiste. En 2026, nous redoublerons d'efforts, en élargissant notre plaidoyer, en renforçant les coalitions et en exigeant des politiques contraignantes pour que la finance devienne un levier de solution, et non un facteur du problème. Le message est clair : un secteur sidérurgique sans charbon n'est possible que si les banques cessent de financer cette dépendance.

FAIRE ÉVOLUER LE SECTEUR EUROPÉEN DU LEASING AUTOMOBILE

En 2025, Reclaim Finance s'est associé à Transport & Environment (T&E) pour révéler un angle mort majeur dans les efforts de décarbonation du transport routier en Europe : les entreprises de crédit-bail automobile (leasing). Bien qu'elles représentent plus de la moitié des ventes de véhicules neufs dans l'UE, une part de marché qui devrait monter jusqu'à 70 % d'ici 2030, ces sociétés de location échappent largement au cadre réglementaire climatique de l'UE, sans exigences contraignantes sur les émissions de leurs flottes financées, contrairement aux fabricants.

Ce partenariat nous a permis de nous attaquer à un secteur clé du côté de la demande et qui est encore fortement dépendant des énergies fossiles. Il a permis de

combiner l'expertise de Reclaim Finance et ses relations au sein du secteur financier avec la visibilité et le leadership technique de T&E sur la décarbonation des transports.

Ensemble, nous avons publié en juillet 2025 le rapport *Too big to ignore*, qui a révélé la faiblesse des engagements du secteur, son manque de transparence et son décalage par rapport aux objectifs environnementaux de l'UE, et qui a dévoilé comment les géants du leasing freinent la transition vers les véhicules électriques.

L'impact a été immédiat et concret. Suite à notre plaidoyer, Crédit Agricole, l'un des plus grands acteurs du leasing en Europe, a pris les devants en novembre 2025 avec deux engagements inédits : financer 10 % de véhicules électriques de plus que la moyenne européenne d'ici 2028, et exclure les hybrides rechargeables de ses objectifs verts, une première dans le secteur. Cette annonce a relevé la barre pour ses concurrents comme BNP Paribas et Société Générale et envoyé un signal fort aux législateurs européens : les entreprises de leasing doivent rendre des comptes.



PRINCIPALES PUBLICATIONS

Rapports

Financements de Glencore : Les banques européennes soutiennent encore l'expansion du charbon — mai 2025

Trop important pour être ignoré : les stratégies climatiques incohérentes des sociétés de leasing automobile — juillet 2025

Banking on Business as Usual: The Energy Finance Imbalance — septembre 2025

Not This Way: Why Coal Transition Offsets Are a Dead End — octobre 2025

Banking on Coal in South and Southeast Asia: the network behind a dirty industry — décembre 2025

Webinaires

Comprendre et lutter contre l'expansion du charbon métallurgique — février 2025

03

UN APERÇU DE
NOS PRINCIPALES
CAMPAGNES

TRANSFORMER
LES PRATIQUES
*DU SECTEUR
FINANCIER*

Parvenir à la justice sociale et climatique exige des transformations profondes du secteur financier. Pour porter ce changement, des évolutions comportementales et normatives doivent avoir lieu dans l'ensemble de l'écosystème financier, englobant les épargnants, les institutions financières, les régulateurs et les autorités publiques.

FAIRE AVANCER LA POLITIQUE MONÉTAIRE VERTE À LA BANQUE CENTRALE EUROPÉENNE

En 2025, la campagne de Reclaim Finance visant à faire avancer une politique monétaire verte au sein de la Banque centrale européenne (BCE) et de l'Eurosystème a évolué dans un environnement politique de plus en plus difficile. Les discours anti-ESG ont gagné du terrain, des voix conservatrices au sein de la BCE ont cherché à ralentir la mise en œuvre des engagements environnementaux, et le retrait de la Réserve fédérale américaine du Network for Greening the Financial System

(NGFS) a enhardi les opposants à l'action environnementale parmi les régulateurs et superviseurs financiers. En parallèle, l'incertitude économique et le recul de l'attention médiatique ont rendu plus difficile la construction d'une dynamique publique autour de ces enjeux.

Dans ce contexte, Reclaim Finance a contribué à maintenir la pression en faveur de l'action climatique en réunissant plus de 40 organisations de la société civile autour d'un socle commun de revendications visant à intégrer les considérations climatiques et environnementales dans la politique monétaire de la BCE. Nous avons également renforcé les arguments en faveur d'une réforme en documentant les conséquences de la décision de la BCE d'affaiblir les garde-fous climatiques de son cadre de garanties, en mettant en évidence comment cette décision soutenait indirectement les entreprises derrière l'expansion des énergies fossiles.

Cela a permis de maintenir les enjeux environnementaux à l'ordre du jour, malgré les divisions croissantes au sein du Conseil des gouverneurs de



la BCE et un contexte politique plus largement défavorable.

La campagne a contribué à une avancée significative en juillet, lorsque la BCE a annoncé l'introduction d'un facteur climatique dans son cadre de garanties afin de pénaliser les actifs à forte intensité carbone. Bien que la mesure n'ait pas jusqu'à exclure les entreprises d'énergies fossiles, elle a néanmoins représenté un pas important vers l'alignement des outils de politique monétaire sur les objectifs climatiques, après des années de plaidoyer de la société civile.

À la suite de cette annonce, notre travail s'est concentré sur la transformation de cette avancée technique en un levier pour de futures actions. Nous avons analysé les implications de ce nouveau dispositif, en particulier pour les actifs liés aux énergies fossiles, et mis en évidence à la fois son potentiel et ses limites. Cela a permis de faire évoluer le débat, de l'obtention de la mesure elle-même vers la garantie de sa mise en œuvre effective, le renforcement de sa robustesse dans le temps et l'obtention de garde-fous supplémentaires capables de répondre pleinement aux risques financiers liés au climat.

Parallèlement à ce travail, nous avons continué à dialoguer directement avec les banques

centrales et les décideurs politiques à travers l'Europe, en maintenant nos efforts visant à tenir les autorités monétaires responsables de leurs engagements et en les encourageant à faire preuve de davantage d'ambition sur les enjeux climatiques.

La campagne a également contribué à obtenir des avancées institutionnelles plus larges du côté de la supervision. La décision de la BCE d'émettre ses premières amendes liées aux risques climatiques a témoigné d'une volonté accrue de faire respecter ses attentes auprès des institutions supervisées. Dans le même temps, l'attention portée à la transition énergétique a grandi dans les cercles des banques centrales, montrant que les arguments avancés par Reclaim Finance et ses partenaires gagnent du terrain.

À l'approche de 2026, notre priorité sera de consolider les progrès accomplis, d'obtenir des garde-fous climatiques renforcés dans le cadre de la revue de la stratégie de politique monétaire de la BCE, d'approfondir notre engagement dans les principaux pays de l'Eurosystème, et de continuer à positionner la politique monétaire verte comme une pierre angulaire de la stabilité financière et des prix.

70 % DES FONDs PASSIFS, 70 % DES FONDs D'ÉPARGNE SALARIALE FRANÇAIS ET 55 % DES PRODUITS D'ASSURANCE-VIE AFFICHANT DES ALLÉGATIONS DE DURABILITÉ ÉTAIENT EXPOSÉS À DES ENTREPRISES DÉVELOPPANT DE NOUVEAUX PROJETS DE CHARBON, DE PÉTROLE ET DE GAZ ⁶.

LUTTER CONTRE LE GREENWASHING : RENFORCER LA SFDR ET LA SUPERVISION POUR ALIGNER LA FINANCE AVEC LES OBJECTIFS CLIMATIQUES

En 2025, Reclaim Finance a intensifié ses efforts pour lutter contre le greenwashing sur les marchés financiers, en s'appuyant sur la révision du règlement européen sur la publication d'informations en matière de finance durable (SFDR) comme une opportunité clé pour renforcer les règles encadrant les produits d'investissement durables.

En début d'année, nous avons mis en évidence les faiblesses des nouvelles lignes directrices européennes destinées à empêcher les fonds d'investissement de formuler des allégations environnementales trompeuses. Nous avons montré comment les sociétés de gestion pouvaient continuer à commercialiser des fonds avec l'étiquette « durables » tout en maintenant des investissements dans des entreprises développant l'expansion fossile. Avec nos partenaires et alliés, le WWF et Urgewald, nous avons rassemblé des soutiens pour appeler à exclure les entreprises développant de nouveaux projets fossiles de tous les fonds ESG (critères environnementaux, sociaux et de

6. Ces données proviennent de trois rapports publiés par Reclaim Finance sur les fonds passifs, l'épargne salariale et l'assurance-vie.

gouvernance). Nous avons également dialogué avec les décideurs politiques, les régulateurs et les autorités publiques en France et au niveau européen, et mobilisé des organisations de la société civile et des alliés potentiels.

Anticipant une proposition affaiblie de la part de la Commission européenne, nous avons mené un travail de plaidoyer approfondi pour obtenir des exclusions fossiles solides dans le cadre révisé. À travers des notes de position, des réponses à consultation et deux lettres ouvertes signées par plus de 120 universitaires, institutions financières et organisations de la société civile, nous avons démontré l'existence d'un large soutien en faveur de garde-fous renforcés. Nous avons également montré que des règles d'exclusion claires pourraient rendre les produits d'investissement durables plus simples, plus crédibles et plus attractifs pour les investisseurs. Ces efforts ont contribué à une amélioration significative de la proposition de la Commission européenne, qui a proposé d'exclure les développeurs d'énergies fossiles de deux des trois catégories envisagées de fonds durables.

Parallèlement à ce travail sur les produits d'investissement, nous avons étendu nos efforts pour combattre le greenwashing au niveau des institutions financières elles-mêmes. Nous avons continué à vérifier si les banques et sociétés de gestion agissaient de manière cohérente avec leurs engagements climatiques publics, et si les régulateurs en faisaient suffisamment pour les tenir responsables.

Notre système d'alerte, qui identifie les transactions contraires à l'esprit des politiques climatiques des institutions financières, a permis d'identifier 11 cas au cours de l'année. Parmi eux, le financement par Crédit Agricole de Mitsubishi, malgré ses engagements climatiques. Nous avons porté ces cas à l'attention des régulateurs et superviseurs, contribuant à renforcer le contrôle des pratiques potentielles de greenwashing. Nous avons également publié une enquête sur les pro-

INFLUENCER LES NORMES DÈS LEUR ÉLABORATION

Pour renforcer nos campagnes et tirer parti de notre expertise, Reclaim Finance participe activement aux travaux des initiatives de normalisation destinées au secteur financier. Notre objectif est d'intégrer nos recommandations clés dans les cadres et attentes d'un large éventail d'institutions influentes, afin de favoriser une transformation du secteur financier.

Cette approche repose sur une logique en trois volets :

- 1. Légitimité et plaidoyer:** l'intégration de nos recommandations par ces organisations renforce leur légitimité et consolide les efforts de plaidoyer de Reclaim Finance.
- 2. Influencer les pratiques financières:** certaines initiatives exercent une influence significative sur les pratiques des institutions financières, établissant une forme de norme « douce » qui guide leurs opérations.
- 3. Impact réglementaire : la réglementation est fortement influencée par les initiatives perçues comme relevant des « meilleures pratiques ».** Faire progresser ces initiatives est donc essentiel pour parvenir à des règles contraignantes.

L'un des grands succès de 2025 a été la publication du standard net zéro pour les institutions financières (FINZ) de la SBTi, qui intègre des critères stricts sur les énergies fossiles (voir plus de détails ci-dessous).

duits d'épargne salariale, montrant comment certains grands prestataires, dont Société Générale Épargne Salariale et Amundi EE, forment des allégations de durabilité trompeuses. À la suite de notre intervention, les deux entreprises ont retiré ces mentions de leurs communications.

En parallèle, nous avons œuvré à renforcer les attentes concernant les plans de transition climatique des banques. Nous avons dialogué avec les superviseurs et régulateurs bancaires européens pour mettre en évidence les écarts entre les engagements climatiques et les pratiques réelles, notamment le maintien du soutien à des entreprises charbonnières malgré des politiques de sortie annoncées.

Une avancée majeure a été obtenue lorsque l'autorité française de protection des consommateurs a décidé de faire du greenwashing dans le secteur financier l'une de ses priorités en matière de contrôle. Ce tournant est important, car les allégations climatiques trompeuses des institutions financières sont de plus en plus traitées comme un enjeu de protection des consommateurs, et plus seulement comme une question de durabilité.

Plus largement, nos actions directes de mise en cause des institutions financières ont continué à mettre en évidence l'écart entre les engagements publics et les pra-

tiques réelles de financement. En documentant ces incohérences et en les portant à l'attention des régulateurs, des décideurs politiques et du public, nous avons contribué à renforcer la responsabilité de l'ensemble du secteur financier.

Alors que l'opposition politique à l'action climatique continue de croître, ancrer la lutte contre le greenwashing dans la protection des consommateurs et la supervision financière offre un cadre durable pour défendre les progrès déjà accomplis et poursuivre le changement.

S'OPPOSER À LA DIRECTIVE OMNIBUS : UNE ANNÉE DE MOBILISATION

En février 2025 la Commission européenne a proposé une loi « Omnibus », sous prétexte de renforcer la compétitivité des entreprises. Mais son véritable objectif était bien plus préoccupant : un recul massif des grandes réglementations sociales, environnementales et climatiques adoptées par l'UE depuis 2019. Cette poussée de dérégulation a gagné du terrain à mesure que le paysage politique du Parlement européen évoluait, la coalition politique d'origine cédant la place à une alliance entre conservateurs et groupes d'extrême droite. Consciente de



la menace existentielle pesant sur les cadres climatiques et des droits humains de l'UE, Reclaim Finance a immédiatement réagi.

De décembre 2024, en amont de la proposition, à décembre 2025, juste après le vote final, nous avons mené une campagne de plaidoyer ciblée, avec 33 réunions de haut niveau auprès de député·e·s français·es, d'eurodéputé·e·s, de responsables gouvernementaux et de partis politiques. Ces échanges, incluant une audition officielle au Sénat français, visaient à mettre en évidence les failles de la proposition Omnibus tout en faisant avancer notre agenda réglementaire plus large. Notre objectif était clair : contester le discours pro-dérégulation à l'aide de faits et d'alliances stratégiques.

Pour contrer cette offensive portée par les lobbies, nous avons produit des analyses rigoureuses déconstruisant les arguments en faveur du recul réglementaire. Notre [page de décryptage](#) a mis en évidence les incohérences du discours pro-Omnibus, tandis que notre [analyse des positions passées des banques françaises sur la CSRD](#) a démontré leur hypocrisie. Plus important encore, nous avons révélé le [lien direct](#) entre la proposition Omnibus et les revendications des lobbies économiques et financiers, démontrant que cette législation n'était pas une initiative indépendante mais un agenda porté par les lobbyistes.

L'AFFAIBLISSEMENT DES ALLIANCES NET ZÉRO : UN TEST POUR LES ENGAGEMENTS CLIMATIQUES DU SECTEUR FINANCIER

En 2025, les efforts de Reclaim Finance visant à s'appuyer sur les alliances net zéro comme levier pour fixer un niveau plancher d'ambition climatique pour les institutions financières se sont heurtés à des revers importants. En début d'année, la Glasgow Financial Alliance for Net Zero (GFANZ) a annoncé une restructuration destinée à se concentrer sur les partenariats public-privé, signalant un éloignement des engagements climatiques contraignants. En parallèle, [de grandes banques américaines se sont retirées de la Net-Zero Banking Alliance \(NZBA\)](#) pour se prémunir des attaques politiques sous le régime Trump, suivies par des banques canadiennes et japonaises. La NZBA a réagi en abandonnant ses exigences de 1,5°C et de neutralité carbone d'ici 2050, les reléguant au rang de simples recommandations de « bonnes pratiques ». De la même manière, la Net Zero Asset Manager Initiative (NZAM) a suspendu ses activités après le départ de BlackRock et a annoncé son redémarrage en janvier 2026, sans exigence de neutralité carbone d'ici 2050.

Bien que ces alliances aient toujours manqué d'ambition et de normes contraignantes, leurs positions politiques et leurs lignes directrices ont influencé la manière dont les institutions financières traitent les risques climatiques et ont façonné les attentes réglementaires. Leur affaiblissement risque d'offrir aux institutions financières une couverture supplémentaire pour abandonner leurs engagements climatiques. Toutefois, il représente aussi une opportunité pour les acteurs sérieux de s'imposer comme des leaders et de faire preuve de l'action ambitieuse requise.

Reclaim Finance a anticipé de longue date les limites des alliances volontaires et s'est préparée à leur éventuel effondrement en :

- Faisant pression sur les institutions financières prises individuellement pour [qu'elles adoptent et maintiennent des politiques climatiques ambitieuses](#).
- Militant en faveur d'une réglementation et d'une supervision solides pour combler les lacunes laissées par des cadres volontaires trop faibles.
- Influençant les [cadres de référence et pratiques en matière de décarbonation](#), afin de garantir la responsabilisation des institutions financières et les progrès accomplis.

Nous avons également amplifié les voix trop souvent exclues de ces débats. En rassemblant des déclarations d'organisations de la société civile et en publiant une enquête inédite révélant que 8 Français sur 10 exigent que les multinationales soient tenues responsables de leurs impacts sociaux, environnementaux et climatiques et ceux de leurs partenaires et sous-traitants, nous avons mis l'opinion publique au premier plan. Pour accentuer la pression, nous avons lancé une pétition appelant les eurodéputé·e·s à rejeter la proposition Omnibus I, recueillant plus de 115 000 signatures et veillant à ce que l'appel à la protection du climat et des droits humains ne puisse être ignoré.

**PREMIER INVESTISSEUR
INSTITUTIONNEL PUBLIC
FRANÇAIS, LA CAISSE DES
DÉPÔTS ET CONSIGNATIONS
GÈRE 323 MILLIARDS D'EUROS,
DONT UNE PART IMPORTANTE
(ENVIRON 73 %) PROVIENT DE
L'ÉPARGNE DES FRANÇAIS·E·S ⁷.**

7. Rapport sur la Caisse des Dépôts, avril 2025.

Notre travail d'enquête a mis en évidence le déséquilibre au cœur de l'élaboration des politiques de l'UE. Nous avons révélé des documents envoyés par des lobbies financiers et industriels aux commissaires européens, plaidant explicitement pour la dérégulation. Ces révélations ont été synthétisées dans une note de position qui a mis à nu le caractère biaisé du débat sur la « simplification ». Cette note a également souligné une disparité flagrante en matière d'accès aux rencontres avec les décideurs : les équipes de Stéphane Séjourné, vice-président exécutif de la Commission européenne, ont tenu neuf réunions avec des représentants du secteur privé pour chaque réunion accordée à une ONG, un syndicat, un·e universitaire ou une agence internationale.

De février à novembre 2025, nous avons façonné le débat autour de la réglementation européenne. Grâce à des relations presse et des campagnes sur les réseaux sociaux, souvent en collaboration avec le Forum Citoyen pour la Justice Économique (FCJE), nous avons maintenu l'attention sur les évolutions de la législation Omnibus. Notre travail a été relayé par Politico et d'autres médias majeurs, garantissant que notre message atteigne aussi bien les décideurs politiques que le grand public. En collaborant avec des créateurs et créatrices de contenu et en partageant notre expertise, nous avons démultiplié notre portée, atteignant plus de 2 millions de vues sur nos publications sur les réseaux sociaux et développant notre présence numérique sur l'ensemble des plateformes.

Malgré nos efforts, la directive Omnibus a été adoptée en décembre 2025. L'UE a affaibli les lois mêmes qui la mettaient sur la voie de ses objectifs climatiques, privilégiant les intérêts économiques privés au détriment de l'intérêt collectif. Pourtant, la mobilisation de la société civile a contraint les décideurs politiques à payer un prix politique pour leurs choix.

À l'avenir, Reclaim Finance continuera de construire les arguments en faveur d'un renforcement des réglementations actuelles, veillant à ce que la lutte

pour la protection du climat et des droits humains reste au premier plan de l'agenda de l'UE.

LES PLANS DE TRANSITION : UNE ARME À DOUBLE TRANCHANT POUR L'ACTION CLIMATIQUE

En 2023, Reclaim Finance avait identifié que les plans de transition peuvent soit devenir de puissants leviers pour l'action climatique, soit constituer un nouvel outil de greenwashing. Intégrés dans les dispositifs de reporting européens (CSRD), de devoir de vigilance (CSDDD) et de réglementation prudentielle (CRD et Solvabilité II), ces plans ont rapidement gagné du terrain auprès des entreprises financières et non financières en 2024. Pourtant, à la fin de l'année, leur potentiel était menacé par des normes incohérentes, une réglementation faible et une contestation politique croissante envers les obligations climatiques, illustrée par la poussée déréglementaire de la directive Omnibus.

Malgré ce contexte défavorable, Reclaim Finance a remporté des victoires majeures. Nous avons obtenu, grâce à notre plaidoyer, des critères stricts sur les énergies fossiles dans des initiatives majeures, telles que le standard net zéro pour les institutions financières



(FINZ) de la SBTi, publié en juillet 2025. Ce standard exclut désormais tout soutien aux projets fossiles, imposant la rupture immédiate des liens avec les développeurs de charbon, et d'ici 2030 avec les développeurs de pétrole et de gaz. Nous avons également participé à des consultations déterminantes, comme le processus de l'ISSB, pour porter des standards plus ambitieux, tant du côté des entreprises que du secteur financier.

Dans un climat politique de plus en plus hostile à toute nouvelle réglementation, nous avons réorienté notre action vers la préservation des obligations existantes en matière de plans de transition, tout en posant les bases de futures avancées. Nos actions ont notamment porté sur :

- La protection des exigences européennes en matière de planification de la transition, dans le cadre de la campagne Omnibus (voir ci-dessus).
- La publication d'un rapport sur les plans de transition des banques de l'UE qui met en évidence les lacunes réglementaires et l'urgence de renforcer la supervision.
- Le dialogue avec les superviseurs européens et français afin d'éviter que la dérégulation ne compromette la supervision des risques climatiques/ESG, en combinant plaidoyer régulier

et recherches ciblées sur les objectifs de décarbonation et le financement des énergies durables.

Bien que les plans de transition demeurent un outil contesté, ils n'en restent pas moins essentiels et notre approche stratégique garantit qu'ils conservent leur potentiel pour porter une action climatique réelle.

RÉÉQUILIBRER LES RAPPORTS DE FORCE : FAIRE PRESSION SUR LES INVESTISSEURS INSTITUTIONNELS POUR TRANSFORMER LA GESTION D'ACTIFS

Ces dernières années, la contestation anti-ESG, née aux États-Unis mais désormais mondiale, a freiné les avancées en matière d'action climatique dans le secteur de la gestion d'actifs. De nombreuses sociétés de gestion ont abandonné leurs engagements, adopté le « greenhushing » (silence stratégique sur leurs pratiques durables), ou revu à la baisse leurs promesses climatiques, certaines allant jusqu'à se retirer d'initiatives telles que la Net Zero Asset Manager Initiative (NZAM) ou Climate Action 100+. BlackRock, par exemple, a considérablement réduit son soutien aux résolutions actionnariales ESG.

Dans ce contexte difficile, les campagnes traditionnelles ciblant les sociétés de gestion ont peiné à produire un changement significatif. Pour contrer cette tendance, Reclaim Finance a lancé une nouvelle approche stratégique : mobiliser les investisseurs institutionnels (asset owners), clients des sociétés de gestion, pour faire pression sur le secteur de l'intérieur.

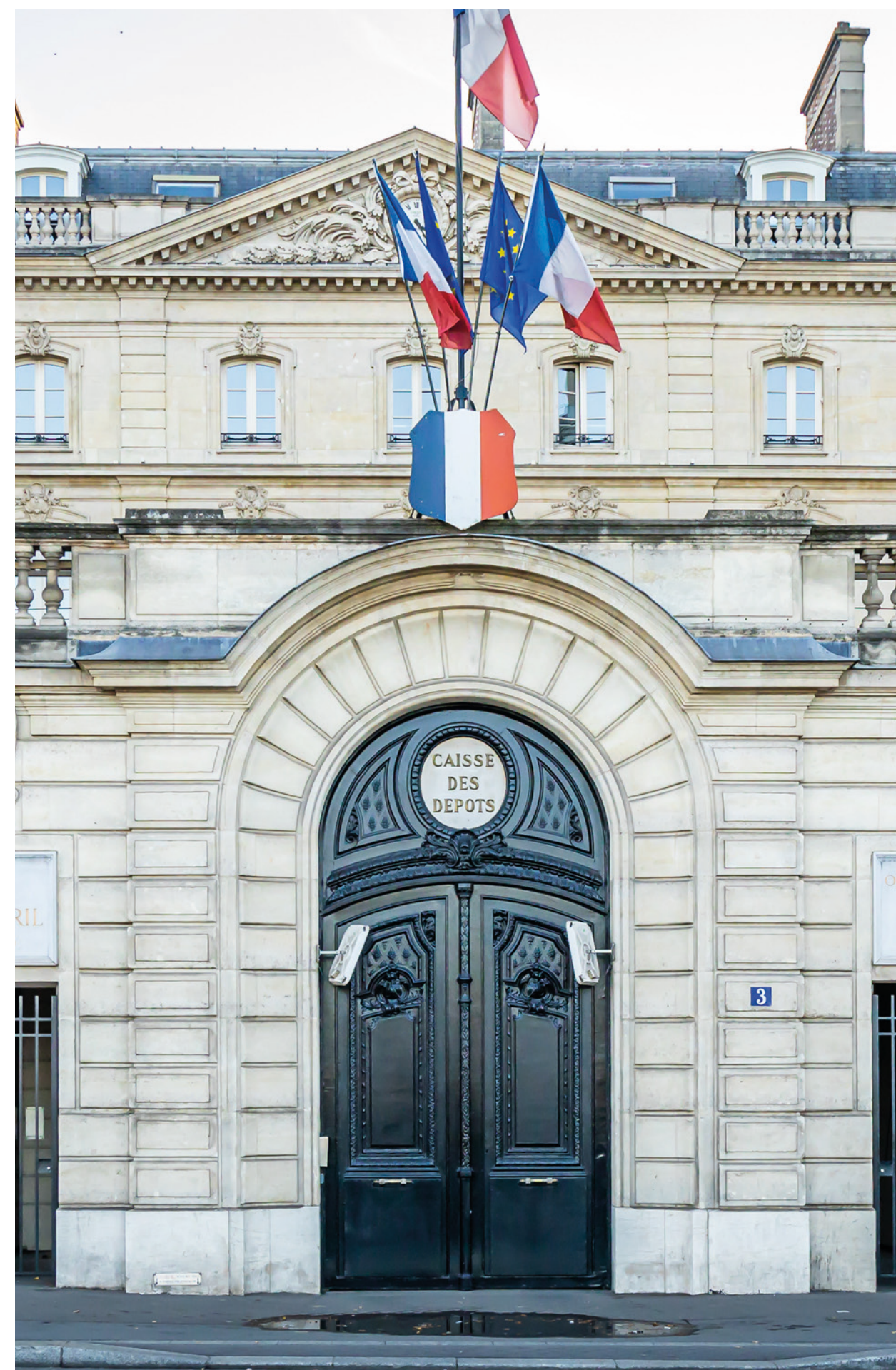
Cette stratégie a commencé à porter ses fruits en 2025. Plusieurs investisseurs institutionnels européens ont pris des mesures audacieuses, retirant publiquement des mandats à des sociétés de gestion aux pratiques climatiques insuffisantes.

Certains sont allés plus loin, en amplifiant leurs exigences en matière d'action climatique. En février, un groupe représentant plus de 1 500 milliards de dollars d'investissements a publié une déclaration appelant les sociétés de gestion à développer des stratégies d'engagement solides sur les risques climatiques et, suivant une recommandation clé de Reclaim Finance, à voter contre les administrateurs sur les enjeux climatiques. Huit grands investisseurs institutionnels français ont par la suite rejoint cet appel. Des figures du secteur, comme David Atkin, directeur général des Principles for Responsible Investments (PRI), ont souligné le rôle déterminant des investisseurs institutionnels pour faire avancer un système financier durable.

Reclaim Finance a joué un rôle central dans cette évolution. Nous

avons publié des rapports mettant en lumière les pratiques climatiques des principaux investisseurs institutionnels français, tels que la Caisse des Dépôts et les organismes de retraite publics, suscitant un débat public et une attention médiatique soutenue. Notre rapport d'avril sur la Caisse des Dépôts a bénéficié d'une importante couverture presse. Il a donné lieu à des questions à l'Assemblée nationale, à une réaction interne marquée de l'institution et à un documentaire diffusé à la télévision nationale mettant en évidence le manque de transparence de l'institution. Nous avons également mobilisé des organisations de jeunes, qui ont décidé de publier une lettre publique appelant les organismes de retraite français à cesser de soutenir l'expansion des énergies fossiles.

Notre campagne s'est concentrée sur les investisseurs institutionnels français, redevables envers les citoyen·ne·s et détenant des actifs importants, afin d'élever le niveau d'exigence en matière de pratiques climatiques. Nous avons dialogué directement avec ces acteurs à travers des réunions de plaidoyer, un webinaire et des communications ciblées, les exhortant à tenir les sociétés de gestion responsables. Notre évaluation actualisée de 30 grandes sociétés de gestion, largement partagée auprès des investisseurs institutionnels, a débouché sur la programmation de 10 réunions de plaidoyer prévues début 2026. Parallèlement, nous avons commencé à élargir notre campagne aux assureurs-vie français, en publiant un article sur leur



influence et en organisant des réunions de plaidoyer.

L'impact de cette pression est déjà visible :

- 24 % des actionnaires de BP se sont opposés à la réélection du président de son conseil d'administration, après l'annonce d'un recul climatique par l'entreprise.
- 21 % des actionnaires de Shell ont soutenu une résolution demandant davantage de transparence sur sa stratégie GNL.
- Certaines sociétés de gestion ont commencé à ajuster leurs pratiques : Union Investment s'est opposée à 95 % des résolutions liées aux conseils d'administration lors des dernières assemblées générales et a désinvesti d'ExxonMobil et de TotalEnergies en raison de l'insuffisance de leurs engagements climatiques, tandis que Nordea Asset Management a renforcé sa politique fossile en excluant les entreprises impliquées dans l'extraction d'énergies fossiles non conventionnelles.

Alors que la contestation anti-ESG se poursuit, notre campagne de mobilisation des investisseurs institutionnels ouvre une voie prometteuse pour restaurer la responsabilisation et l'ambition au sein du secteur de la gestion d'actifs.

DONNER À LA SOCIÉTÉ CIVILE LES MOYENS DE REPRENDRE LA MAIN SUR L'ÉPARGNE ET LA TRÉSORERIE AU SERVICE DE L'ACTION CLIMATIQUE

Alors que la dynamique autour des initiatives climatiques volontaires et de la réglementation financière durable s'essouffait en 2025, Reclaim Finance s'est employée à donner à la société civile, aux salarié·e·s, aux syndicats, aux organisations de la société civile (OSC) et aux entreprises les moyens de reprendre davantage la main sur la gestion de leur épargne, de leur trésorerie d'entreprise et de leurs partenariats financiers.

L'objectif était d'empêcher les reculs sur les engagements climatiques et de pousser pour davantage d'ambition, en veillant à ce que les flux financiers s'alignent sur les objectifs climatiques. Le contexte en France restait toutefois difficile, entre vents contraires économiques, incertitude politique et priorités concurrentes — telles que les réformes des retraites et les débats budgétaires — reléguant les enjeux climatiques plus bas dans l'agenda de nombreux acteurs. Les syndicats, les OSC et les collectivités locales, confrontés à des contraintes financières, ont eu du mal à faire de l'action climatique une priorité.

Malgré ces obstacles, nous avons enregistré des avancées notables

sur l'épargne salariale, avec pour projet d'élargir notre action à la gestion de la trésorerie des entreprises et des OSC en 2026. L'une de nos victoires les plus significatives a été l'adoption par Crédit Mutuel Asset Management – La Française, un acteur majeur de l'épargne salariale, d'une nouvelle politique d'exclusion couvrant l'expansion des énergies fossiles pour plus de 60 % de ses actifs. À la suite de notre rapport sur les fonds d'épargne salariale, les deux plus grands acteurs du secteur, Société Générale Épargne Salariale et Amundi EE, ont retiré les mentions de greenwashing de leurs communications. Par ailleurs, l'assemblée générale d'Amundi a été une opportunité pour les représentant·e·s du personnel de 10 grandes entreprises dont Orange, Google, Alstom et Bouygues, de contester les activités du groupe néfastes pour le climat, tandis que la mobilisation en ligne #LaConfianceSePerd amplifiait la pression sur ces acteurs. Nous avons apporté un soutien analytique et stratégique aux collectifs de salarié·e·s lors de l'assemblée générale d'Amundi, les aidant à maximiser l'impact de leurs interventions.

Notre campagne réussie sur l'épargne salariale s'est appuyée sur trois piliers clés :

- Sensibiliser et construire un récit positif : nous avons organisé un webinaire mettant en avant des réussites, comme le plan d'épargne salariale 100 % sans énergies fossiles d'Arkane Studio et les initiatives de transparence d'Alstom. Nous nous

sommes également associés à WorkForClimate pour développer un recueil de cas pratiques, incitant salarié·e·s et organisations à adopter des pratiques d'épargne responsables.

- Interpeller les acteurs financiers : nous avons publié un rapport sur les gestionnaires des fonds d'épargne salariale, mettant en évidence leur responsabilité dans le choix de sociétés de gestion alignées avec le climat. Grâce à une actualisation, notre site change-de-banque.org propose désormais des analyses simplifiées des gestionnaires d'épargne, ce qui a ouvert un dialogue avec Groupama, Crédit Mutuel AM et Natixis Interépargne pour améliorer leur transparence et leur alignement avec les impératifs climatiques.
- Construire et renforcer des réseaux : nous avons cartographié les syndicats et engagé des échanges au niveau national, ce qui nous a valu davantage d'invitations à des événements organisés par les syndicats français CFE-CGC et CFDT. Nous avons également collaboré avec des collectifs de salarié·e·s et des représentant·e·s de plus de 15 entreprises, dont Safran, Crédit Agricole, Renault et EDF, ainsi qu'avec des associations telles qu'Amnesty International et Handicap International, pour élaborer des stratégies en faveur de plans d'épargne salariale responsables.

Au second semestre 2025, nous avons lancé une campagne sur la gestion de trésorerie des entreprises et des OSC, visant à mettre en évidence l'impact climatique de leurs partenaires financiers. Nous avons organisé un webinaire avec le Mouvement Impact France et le Centre des Jeunes Dirigeants, développé des outils dédiés en partenariat avec Oxfam et le WWF pour évaluer l'impact ESG des partenaires financiers et contribué à un webinaire avec Ekhocène sur les enjeux de gestion de trésorerie. Un guide de bonnes pratiques, co-rédigé avec le Mouvement Impact France, est prévu pour début 2026.

Nous avons également publié un rapport avec le WWF sur les pratiques de gestion de trésorerie des entreprises du CAC 40, révélant que 1 000 milliards d'euros de trésorerie d'entreprise sont détenus par des banques qui continuent de soutenir l'expansion des énergies fossiles et la destruction de la biodiversité. Ce rapport a suscité un dialogue avec les directions RSE de Renault et de Saint-Gobain, ainsi que des collaborations avec C3D (un collectif rassemblant plus de 400 directeurs et directrices du développement durable d'entreprises), Carbone 4 (un cabinet de conseil en durabilité) et Printemps Écologique (un syndicat), afin de toucher les directeurs et directrices financier·ère·s d'entreprises.

Enfin, nous avons fait progresser nos actions de désinvestissement en organisant un webinaire de formation pour le réseau des Shifters et en donnant des interviews médiatiques sur l'épargne durable.

PRINCIPALES PUBLICATIONS

Rapports

Stabilité par la soutenabilité : Trois recommandations pour la révision de la stratégie de politique monétaire de la BCE en 2025 — janvier 2025

Fonds d'épargne salariale verts : vigilance rouge — mars 2025 🇫🇷

La Caisse des Dépôts et Consignations : un investisseur public qui manque à son devoir climatique — avril 2025 🇫🇷

Plans de transition des banques : une feuille de route qui ne mène nulle part — avril 2025

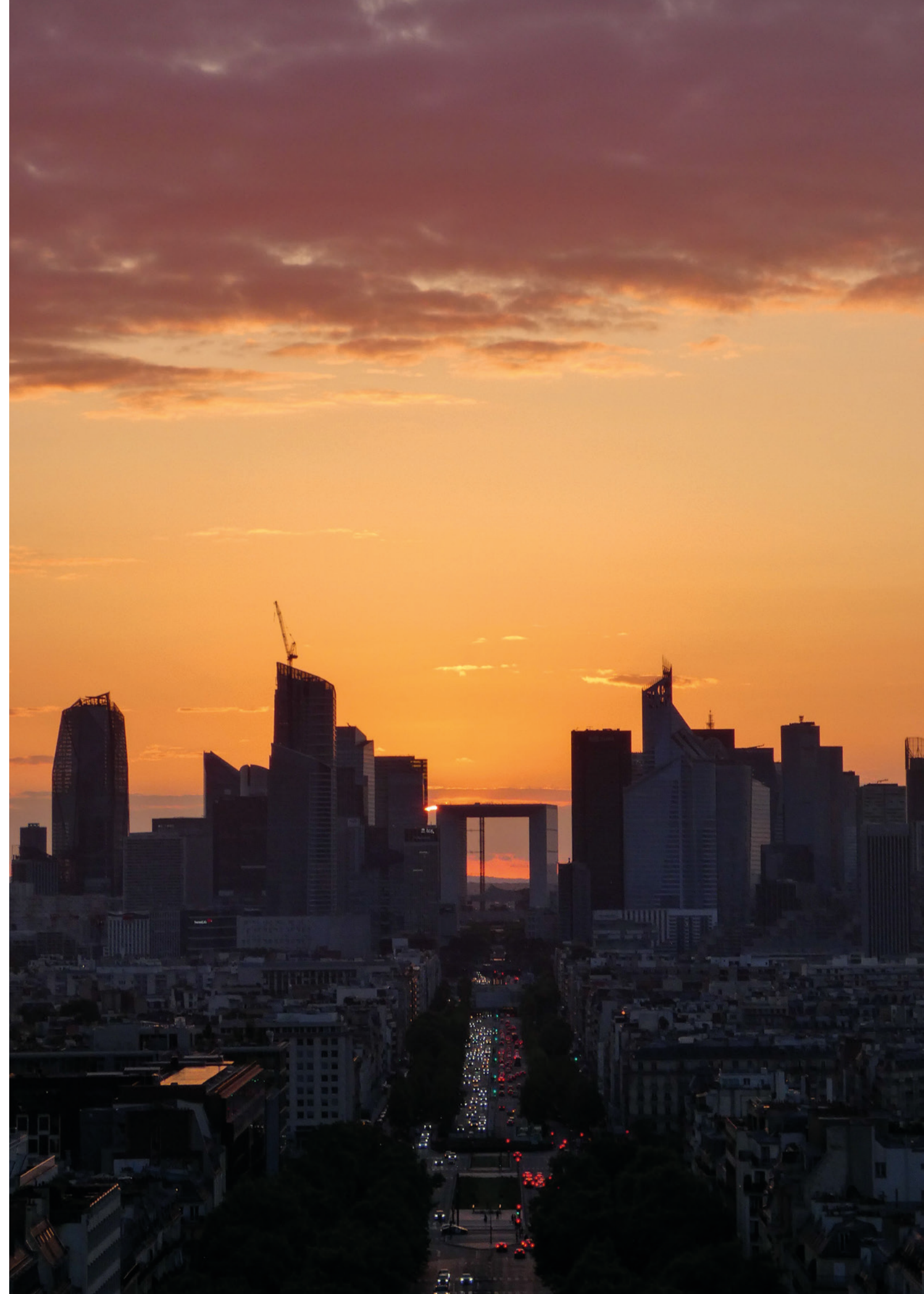
Retraites et climat : des acteurs clés investissent dans les énergies fossiles — juillet 2025 🇫🇷

Crédit Agricole : un double discours entre banque et gestion d'actifs sur les enjeux climatiques — novembre 2025

Trésorerie du CAC 40 : un levier oublié pour le climat et la biodiversité — novembre 2025 🇫🇷

Webinaires

Détenteurs d'actifs : Comment améliorer les pratiques climatiques des gestionnaires ? — janvier 2025



STRUCTURE ORGANISATIONNELLE ET DÉVELOPPEMENT

2025 a marqué la sixième année d'existence de Reclaim Finance et a constitué une année charnière dans le développement de l'organisation. À la suite de la réorganisation interne majeure lancée en 2024, une grande partie de l'année a été consacrée à consolider la nouvelle structure, à renforcer la coordination interne et à améliorer les processus de gestion et de fonctionnement de l'organisation. Nos effectifs sont restés globalement stables tout au long de l'année, reflétant un choix délibéré de passer d'une période de croissance rapide à une phase de stabilisation et de consolidation organisationnelle.

La structure à trois programmes mise en place en 2024 est demeurée au cœur de notre modèle organisationnel. Plutôt que de modifier ce cadre, l'année 2025 s'est concentrée sur l'amélioration de la collaboration et de la coordination entre les programmes, en tenant compte du fait que nombre de nos campagnes et projets de recherche transcendent les frontières. Parallèlement, des efforts importants ont

été consacrés au renforcement des systèmes internes et des processus de ressources humaines. À la suite du recrutement d'une capacité RH dédiée, des progrès substantiels ont été réalisés dans l'élaboration d'une nouvelle grille salariale destinée à améliorer la transparence, la cohérence et l'équité au sein de l'organisation. Bien que sa mise en œuvre n'ait pas été finalisée, ce travail a posé les bases d'un cadre de rémunération plus structuré et équitable, en complément d'améliorations plus larges des processus RH et des pratiques internes.

Le second semestre 2025 a apporté de nouveaux défis organisationnels, liés à un contexte politique et de financement en évolution rapide. Le changement d'administration aux États-Unis et une évolution plus large du contexte politique international ont contribué à accroître l'incertitude pour les organisations engagées sur le climat. Plusieurs bailleurs de fonds ont revu leurs priorités, tandis que l'environnement général est devenu moins favorable à un plaidoyer climatique

ambitieux. Ces évolutions ont affecté à la fois les perspectives de collecte de fonds de Reclaim Finance et l'écosystème plus large dans lequel nous évoluons.

Face à cela, l'organisation a engagé une phase importante de réflexion sur son développement futur. Les discussions ont porté sur la pérennité à long terme de nos activités, l'adaptation de notre modèle organisationnel à un environnement de financement plus contraint, la réévaluation de nos priorités, et l'ajustement de nos stratégies de campagne afin de rester efficaces dans un contexte politique plus difficile. Ces échanges, impliquant la direction, l'équipe et les instances de gouvernance, ont posé les bases de futures adaptations organisationnelles prévues pour 2026.

Parallèlement, Reclaim Finance a lancé un projet stratégique visant à renforcer son infrastructure de données et ses capacités d'analyse. Face à la croissance continue du volume et de la complexité de nos travaux de recherche, cette initiative a été conçue pour améliorer la gestion des données, faciliter leur visualisation et accroître l'efficacité des processus de travail internes. Cet investissement traduit notre volonté de préserver la position de Reclaim Finance en tant qu'organisation fondée sur la science, produisant des travaux de recherche financière rigoureux et de haute qualité au service de l'action climatique.

Dans l'ensemble, 2025 a été une année de consolidation, de renforcement interne et de réévaluation stratégique. Si l'organisation a continué à remporter d'importantes victoires en matière de campagnes et à produire des travaux de recherche à fort impact, une attention particulière a été portée à garantir que notre structure, nos processus et notre stratégie de long terme demeurent adaptés à un environnement politique et financier de plus en plus complexe.



Séminaire d'équipe de Reclaim Finance en Normandie — juillet 2025

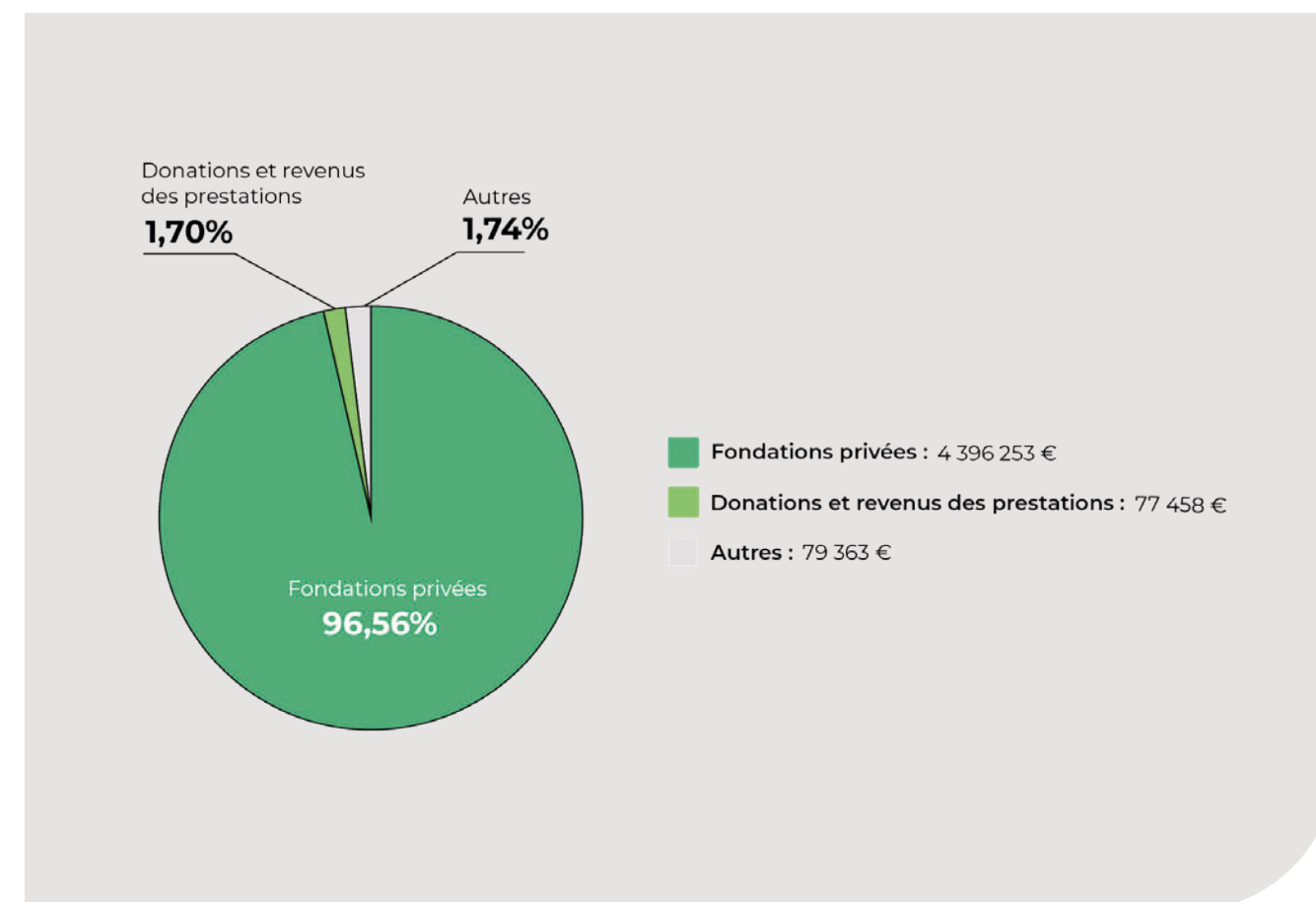


RESOURCES

La tendance de croissance observée les années précédentes a ralenti cette année, notre budget n'ayant augmenté que de 5 % entre 2024 et 2025, pour atteindre 4,553 millions d'euros. L'exercice s'est clôturé sur un excédent de 69 620 euros qui, à la suite d'un vote lors de notre assemblée générale, a été affecté à nos réserves de précaution.

Cette affectation renforce nos réserves, désormais proches de 300 000 euros, garantissant une plus grande résilience financière face à des imprévus ou à d'éventuelles difficultés de financement.

Les fondations privées demeurent notre principale source de financement, représentant plus de 96 % de nos revenus. Le reste de nos revenus provient principalement de dons d'autres organisations et de soutiens individuels.

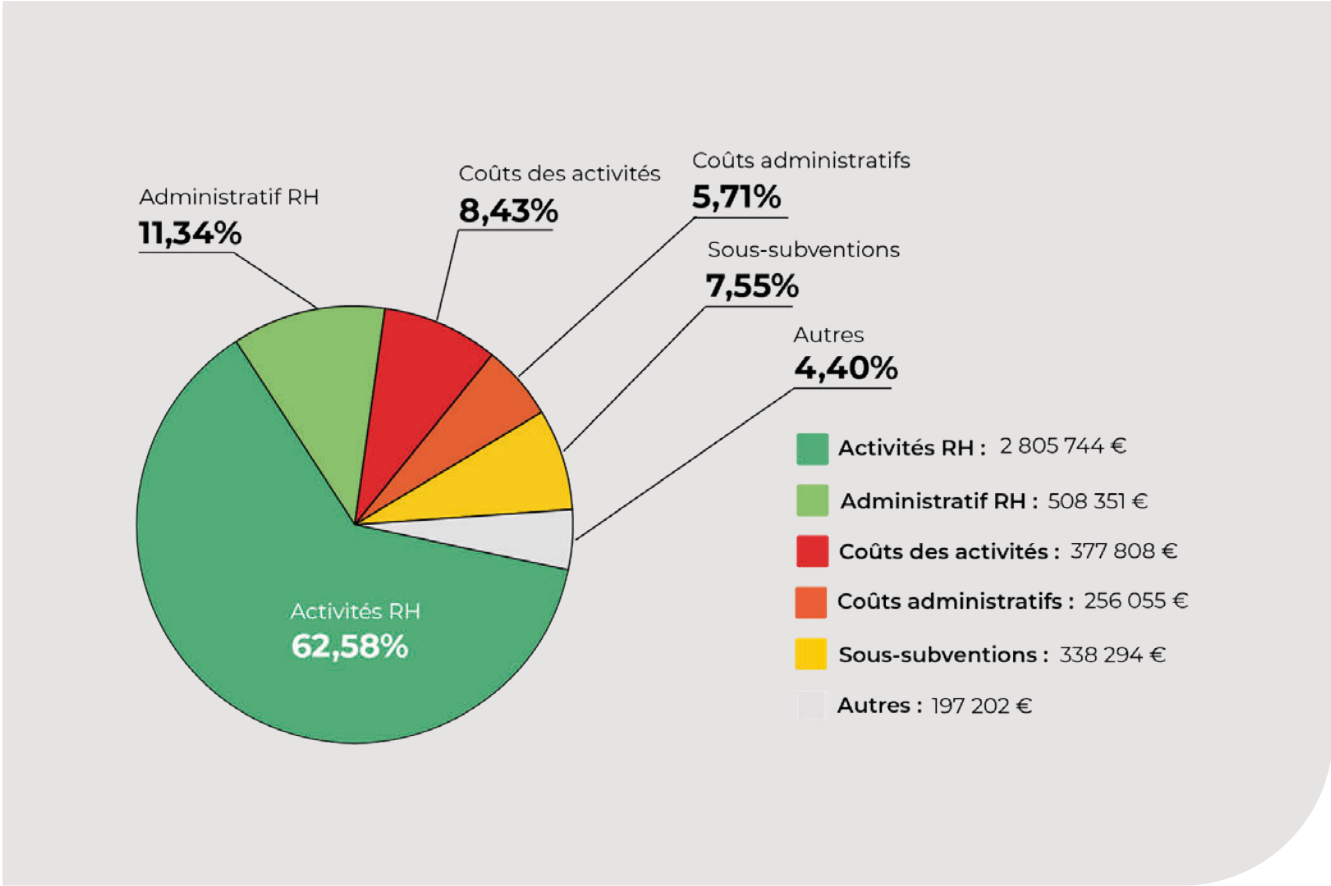


DÉPENSES

En 2025, 74 % des dépenses de Reclaim Finance ont été consacrées aux coûts de personnel, pour un total de 3,314 millions d’euros. Sur ce montant, 63 % ont été alloués aux postes liés aux campagnes, et 11 % aux ressources humaines administratives. Les dépenses liées aux activités de campagne – production de rapports, communication, abonnements à des bases de données et déplacements – ont représenté 8 % des dépenses totales, soit 377 800 euros. Les frais administratifs, tels que le loyer des bureaux et les abonnements informatiques/logiciels, ont représenté 6 %, soit 256 000 euros. Les subventions reversées à des partenaires ont représenté 8 %, soit 338 300 euros.

Le reste des dépenses est lié aux pertes de change survenues lors des transferts de subventions provenant de fondations privées américaines, ainsi qu’au financement alloué aux partenaires. Dans l’ensemble, cette répartition des dépenses est restée relativement stable d’une année sur l’autre.

Malgré un contexte financier difficile, nous prévoyons de maintenir cette stabilité budgétaire en 2026.



REMERCIEMENTS À NOS DONATEURSETDONATRICES

En repensant à l'année écoulée, nous tenons à exprimer notre profonde gratitude à chacune et chacun d'entre vous pour votre soutien indéfectible et vos encouragements inspirants.

Votre générosité continue d'alimenter notre mission et réaffirme l'engagement collectif envers les valeurs que nous portons ensemble.

FONDATIONS PRIVÉES INTERNATIONALES

Le socle de notre financement demeure constitué des fondations privées environnementales, qui fournissent environ 96 % de nos ressources financières. Ces fondations reconnues, principalement basées en Europe et aux États-Unis, jouent un rôle déterminant dans le financement de nos campagnes et soutiennent parfois notre croissance organisationnelle ainsi que nos besoins administratifs.

En 2025, nous avons eu l'honneur de recevoir un soutien important de la part de :

- The Sunrise Project
- European Climate Foundation
- Laudes Foundation

Nous avons également reçu de précieuses contributions de Broad Reach Fund, KR Foundation, Pooled Fund on International Energy, Wallace Global Fund, Network for Social Change, Rockefeller Brothers Fund, Rockefeller Philanthropy Advisors, ainsi que de plusieurs donateurs anonymes.

Ces fondations ne se contentent pas d'apporter un soutien financier ; elles sont des partenaires essentiels pour renforcer l'impact de nos initiatives. En favorisant un réseau de collaborateurs, elles nous aident à porter la transformation de la réglementation du secteur financier.

Wallace Global Fund
FOR A SUSTAINABLE FUTURE



Laudes ———
— Foundation



PETITES ENTREPRISES ET FONDATIONS FAMILIALES FRANÇAISES

Reclaim Finance a eu la chance de recevoir ces dernières années le soutien de plusieurs fondations familiales, dont Yes Futur ! et la Fondation Léa Nature.



YES FUTUR !

Cette année, nous sommes très heureux d'annoncer que la fondation familiale française basée à Lyon, Domorrow, nous a accordé une subvention sur trois ans. Nous sommes profondément honorés et reconnaissants de leur soutien.



DONS INDIVIDUELS

Bien que les dons individuels ne représentent qu'une part modeste de notre budget, ils sont essentiels à notre croissance et à notre pérennité à long terme. Notre objectif est de développer chaque année notre base de donateurs et donatrices individuel·le·s.

Nous avons ainsi bénéficié de 132 dons (+71 %), incluant 78 donateurs et donatrices uniques ayant contribué à hauteur de 12 480 euros, et 54 donateurs et donatrices mensuel·le·s pour un montant total de 13 678 euros (-48 %). La progression des dons récurrents est particulièrement encourageante, un soutien pérenne restant une priorité clé et ayant un impact à long terme plus important que les dons ponctuels.

Nous exprimons notre profonde gratitude à chacun·e de nos donateurs et donatrices individuel·le·s : vos contributions font une différence inestimable. Nous vous invitons à [continuer à nous soutenir](#) pour poursuivre ensemble notre mission.



Rapport d'activité 2025

contact@reclaimfinance.org